

# Les femmes seules dans le dispositif de veille sociale : une enquête auprès du public accueilli à l'ESI « Halte Femmes »

Mireille Eberhard, Observatoire du Samusocial de Paris

Elsa Garcin, SIAO Urgence/115 de Paris

Mathilde Quere, SIAO Urgence/115 de Paris

Emilie Segol, Observatoire du Samusocial de Paris

En collaboration avec l'équipe de l'ESI « Halte femmes »

samusocial de Paris

Aurore  
Association



observatoire  
du samusocial de Paris



## Table des matières

Remerciements .....	4
Introduction.....	5
1 Éléments de contexte sur le public isolé : les données du 115/SIAO Urgence de Paris .....	6
1.1 Les données d'activité du 115/SIAO Urgence sur la période 2006-2016.....	6
1.1.1 Nombre de demandes adressées par le public isolé au 115/SIAO Urgence .....	6
1.1.2 Demandes et réponses faites au public isolé.....	8
1.1.3 Évolution des réponses apportées au public isolé .....	9
1.1.4 Nombre moyen de nuitées par personne et durée des hébergements attribués.....	10
1.2 Profil du public isolé ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence .....	12
1.2.1 Âge.....	12
1.2.2 Origine géographique.....	13
1.2.3 Situation administrative déclarée .....	15
1.2.4 Couverture sociale.....	15
1.2.5 Ressources.....	16
1.2.6 Date d'entrée sur le dispositif .....	16
2 Enquête faite auprès des femmes fréquentant l'ESI Halte femmes .....	19
2.1 Quelques données d'activité de l'ESI Halte Femmes .....	19
2.2 Protocole et déroulement de l'enquête de terrain.....	20
2.3 Résultats .....	23
2.3.1 Données sociodémographiques .....	23
2.3.2 Migration : raison principale et durée.....	27
2.3.3 Parcours « résidentiel » en France .....	35
2.3.4 Le dispositif d'urgence.....	41
2.3.5 Vie Quotidienne.....	52
2.3.6 Expérience des violences de genre .....	62
3 Conclusion et perspectives.....	64
Table des graphiques et tableaux .....	65

## Remerciements

Nous souhaitons remercier les personnes qui ont permis à cette enquête de voir le jour et de se dérouler dans les meilleures conditions possibles : en premier lieu toutes les femmes qui nous ont fait confiance et ont accepté de de nous faire part de leur histoire, ainsi que toutes celles avec qui nous avons échangé, ri et partagé presque un mois de quotidien à la Halte Femmes. On ne cite personne mais on se rappelle de chacune de vous !

Un grand merci, aussi, à toute l'équipe de l'ESI qui a supporté, dans tous les sens du terme, notre présence et répondu à l'ensemble de nos demandes : là encore on ne cite personne mais merci à chacun.e de votre accueil, écoute, aide et gentillesse. Enfin, merci également à l'équipe du CHU Raguinot pour nous avoir donné accès à ses locaux pour les entretiens : sans cela, nous n'aurions pas pu en faire autant !

Mireille Eberhard et Elsa Garcin

## Introduction

La question du public féminin à la rue a rarement été abordée par la veille sociale dans son versant observation. Dans le domaine de la recherche, ce sont en priorité les ethnologues et anthropologues qui se sont saisis du sujet, mais rares ont été les études à dominante quantitative : les femmes en situation de sans-abrisme sont et restent souvent invisibles, au propre comme au figuré<sup>1</sup>. Pourtant, tous les acteurs de terrain sont unanimes sur le sujet : ces dernières années ont vu augmenter le nombre de femmes seules<sup>2</sup>, en demande d'hébergement, et le profil sociodémographique a évolué sensiblement depuis 2012. Ce constat est particulièrement partagé par l'Espace de Solidarité et d'Insertion (ESI), la « Halte Femmes » géré par l'association Aurore, et le 115/SIAO Urgence de Paris, qui tentent de répondre quotidiennement aux demandes d'hébergement et de suivi du public sans solution d'hébergement. Le SIAO Insertion, qui s'occupe plus spécifiquement des demandes de logement, a également noté depuis 2013 une hausse des sollicitations émanant de ce public, et plus particulièrement entre 2015 et 2016<sup>3</sup>.

Le présent travail a donc pour origine le partage de ces constats lors de réunions de travail entre l'ESI « Halte Femmes » et le SIAO Urgence, et les questionnements engendrés par des problématiques nouvelles : comment prendre en compte ces évolutions en termes de réponses apportées, tant en matière d'hébergement que d'orientations et de suivis proposés ? Il s'agissait donc de poser un premier jalon pour une meilleure connaissance de ce public, en termes quantitatifs et qualitatifs. Compte tenu des éléments déjà à notre disposition et des moyens contraints, l'étude réalisée comporte deux axes principaux. D'une part l'analyse des données 2006, 2012 et 2016 du 115/SIAO Urgence de Paris sur les femmes seules permet d'observer sur le temps long les évolutions concernant le recours au dispositif de veille sociale. Si les données chiffrées agrégées permettent de contextualiser efficacement les évolutions générales (nombre de personnes en demande, profil sociodémographique succinct), elles ne disent en revanche rien sur les parcours de ces femmes. Nous avons donc mené, d'autre part, une enquête par questionnaire auprès de 72 femmes fréquentant la Halte Femmes<sup>4</sup> : qui sont-elles, quelle a été leur trajectoire, comment se « débrouillent »-elles au quotidien dans le dispositif d'accueil et en dehors, quels sont leurs besoins et leurs difficultés, et leur expérience de la violence sous différentes formes au cours de leurs parcours ?

Les résultats obtenus sont présentés en deux grandes parties distinctes. La première donne un cadrage global et quantitatif, grâce aux données du 115/SIAO Urgence de Paris, tandis que la seconde s'inscrit dans une démarche plus exploratoire ayant pour objectif d'ouvrir de futures perspectives de travail sur le sujet des femmes sans abri. Il s'agit d'un regard sans portée statistique mais caractéristique du public rencontré lors du travail de terrain à l'ESI.

---

<sup>1</sup> Marpsat M., « Un avantage sous contrainte : le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri » in *Population*, 1999, N°54-6, pp.885-932.

<sup>2</sup> C'est-à-dire des femmes se déclarant comme non accompagnées de leurs enfants dans l'épisode de vie sans domicile. Cette distinction produit des effets en termes de prise en charge, puisque les femmes avec enfants mineurs sont hébergées plus rapidement sur le dispositif, même si l'augmentation massive des familles en demande ces dernières années a mis à mal le caractère systématique de la mise à l'abri.

<sup>3</sup> Voir le Rapport d'Activité 2016 du SIAO insertion sur les femmes de plus de 25 ans en particulier (p.61 et suivantes).

<sup>4</sup> À laquelle s'ajoutent des entretiens préalables menés auprès d'une dizaine de femmes, afin de cerner les grands thèmes à aborder dans le questionnaire. Ces entretiens ont également servi de *verbatim* dans le présent travail.

# 1 Éléments de contexte sur le public isolé : les données du 115/SIAO Urgence de Paris

Il s'agit de dresser un tableau des évolutions en termes d'activité enregistrée par le dispositif 115/SIAO Urgence ainsi que des profils des personnes dites « isolées »<sup>5</sup> ayant recours à ce dernier. En effet, presque toutes les femmes rencontrées en novembre 2016 lors de l'enquête de terrain à l'ESI Halte Femmes sollicitaient ou avaient sollicité le 115, et une grande majorité avait une demande d'hébergement en cours au SIAO Urgence. Pour rappel, le 115 est le numéro gratuit dédié aux personnes sans abri, que leur appel concerne une demande d'hébergement ou des orientations pour la vie quotidienne (lieux de repas, d'hygiène, pour un suivi social, etc.). Le SIAO Urgence est un service dédié aux travailleurs sociaux qui y formulent des demandes d'hébergement au bénéfice des personnes sans domicile qu'ils suivent. Ces deux services sont gérés par le Samusocial de Paris pour le département de Paris (75). Une troisième instance—le SIAO Insertion—complète le dispositif : il gère quant à lui les demandes relevant du périmètre du logement. Une personne peut donc avoir des demandes en cours sur les trois volets.

## 1.1 Les données d'activité du 115/SIAO Urgence sur la période 2006-2016

Cette partie est dédiée à la présentation des données concernant les personnes isolées sur trois années prises dans la dernière décennie. Cette coupe permettra d'illustrer les grandes évolutions.

### 1.1.1 Nombre de demandes adressées par le public isolé au 115/SIAO Urgence

**Tableau 1. Public isolé ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence**

		EVOLUTION en %					
		2006	2012	2016	2006-2012	2012-2016	2006-2016
<b>NOMBRE DE PERSONNES AYANT FAIT AU MOINS UNE DEMANDE DANS L'ANNÉE</b>	Femmes	3 247	4 154	5 391	28%	30%	66%
	Hommes	12 709	15 258	18 276	20%	20%	44%
	Total	15 956	19 412	23 667	22%	22%	48%
	Part de femmes	20%	21%	23%			
<b>NOMBRE DE DEMANDES DANS L'ANNÉE</b>	Femmes	29 985	37 715	48 555	26%	29%	62%
	Hommes	143 710	211 647	180 069	47%	-15%	25%
	Total	173 695	249 362	228 624	44%	-8%	32%
	Part de femmes	17%	15%	21%			

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

On observe une évolution à la hausse du nombre de personnes faisant appel au 115 sur les dix dernières années (+48%). Sur la longue période, la part de femmes parmi les personnes isolées ayant fait au moins une demande au 115 (et/ou au SIAO Urgence à partir de 2012) est en légère mais constante augmentation, passant de 20% en 2006 à 23% en 2016. Cette légère augmentation de la part des femmes, au sein d'un effectif global en forte hausse, résulte dans un accroissement de 66%

<sup>5</sup> Nous entendons par personnes isolées les hommes et les femmes n'ayant pas d'enfants mineurs avec eux au moment de leur recours au dispositif de veille sociale.

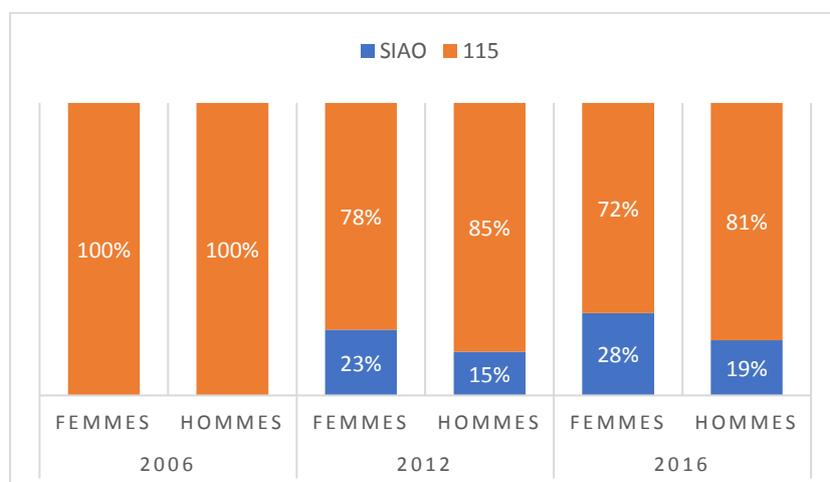
du nombre de femmes isolées ayant fait une demande entre 2006 et 2016, alors que cette augmentation est de 44% pour les hommes.

Si l'on considère ensuite le nombre de demandes faites au 115/SIAO Urgence, ces dernières ont augmenté de 32% sur la totalité de la période. Parmi les demandes faites annuellement, la part de celles émanant de femmes est également de plus en plus importante sur la période puisqu'elle passe de 17% en 2006 à 21% en 2016.

On constate toutefois que le nombre global de demandes a baissé de 8% entre 2012 et 2016, mais que cette baisse n'affecte que les hommes (- 15% du nombre de demandes d'hommes entre 2012 et 2016) puisque sur la même période le nombre de demandes faites par des femmes a augmenté de près de 29%. Plusieurs explications peuvent éclairer cette baisse globale (mais masculine) du nombre de demandes dans l'année entre 2012 et 2016.

D'une part, cette période voit la montée en charge du SIAO Urgence<sup>6</sup> et aussi de la « continuité » : lorsque les places sont attribuées, elles le sont pour plus longtemps, ce qui a comme premier effet de faire baisser le nombre de demandes, les personnes hébergées sur un temps plus long n'ayant plus besoin de solliciter le 115/SIAO Urgence aussi fréquemment qu'avant. Ensuite, cette période a également vu la très forte augmentation du nombre de personnes en famille sollicitant le dispositif. Il a pu en résulter une plus grande difficulté pour les personnes isolées à joindre le 115, notamment en journée.

**Graphique 1. Part des demandes 115 et SIAO Urgence**



Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

On remarque que la part des demandes adressées en 2016 au SIAO Urgence<sup>7</sup> par les femmes est bien plus élevée que celle qui émane des hommes (28% vs 19%) : soit les femmes ont un recours plus fort aux travailleurs sociaux pour trouver des solutions, soit les demandes des femmes sont plus systématiquement renouvelées ou posées par les travailleurs sociaux. Deux hypothèses qui vont dans le sens d'une appréhension différenciée de ce que peut signifier dormir à la rue selon qu'on est un homme ou une femme<sup>8</sup>. Au cours de l'enquête faite à l'ESI, ces dernières nous ont régulièrement fait

<sup>6</sup> 2012 est la première année de pleine régulation du SIAO Urgence de Paris. La préfiguration et la mise en œuvre ont eu lieu pendant l'année 2011, où seuls quelques centres étaient régulés afin de tester les outils et les procédures.

<sup>7</sup> Il faut se rappeler que les demandes au SIAO Urgence sont formulées non pas par les usagers eux-mêmes mais par un.e référent.e/travailleur.e social.e. sur une ligne téléphonique dédiée qui ne passe pas par le 115.

<sup>8</sup> Cf. article de M.Marpsat cité en note 1.

état de la peur permanente de passer la nuit dehors, et encore plus lorsqu'elles n'avaient pas réussi à obtenir un hébergement d'urgence via le 115. Or l'obtention d'un hébergement via le 115—ou le SIAO Urgence—est d'autant plus aléatoire que le nombre de places disponibles pour les femmes isolées est très limité, comme le montre le tableau suivant.

**Tableau 2. 115 et SIAO Urgence : évolution du public isolé hébergé et des places disponibles**

	NB DE FEMMES SEULES HÉBERGÉES PAR NUIT (MOYENNE)			NB DE "PLACES FRAICHES*" FEMMES SEULES PAR NUIT (MOYENNE)			NB D'HOMMES SEULS HÉBERGÉS PAR NUIT (MOYENNE)			NB DE "PLACES FRAICHES*" HOMMES SEULS PAR NUIT (MOYENNE)		
	115	SIAO	Total	115	SIAO	Total	115	SIAO	Total	115	SIAO	Total
<b>2006</b>	224	-	224	34	-	34	748	-	748	201	-	201
<b>2012</b>	236	131	367	29	2	31	800	554	1354	307	6	313
<b>2016</b>	248	462	710	22	2	24	938	968	1906	239	3	242

Source : données d'activités quotidiennes 115/SIAO. Il s'agit d'estimations arrondies.

\*il s'agit des places disponibles en régulation chaque matin et qui vont être distribuées dans la matinée/journée/nuite qui suit pour le 115 et dans la semaine pour le SIAO.

Lecture : en 2012, le 115 de Paris disposait de 29 places « fraîches » à distribuer, en moyenne, par jour pour les femmes, et de 307 pour les hommes.

Ce tableau retrace l'évolution des places d'hébergement régulées par le 115 de Paris jusqu'en 2012, puis par le 115 et le SIAO Urgence de 2012 à 2016<sup>9</sup>. On constate une hausse continue du nombre de personnes hébergées toutes les nuits sur le dispositif d'urgence, avec la montée en charge du SIAO Urgence entre 2012 et 2016. La distinction entre les hébergements 115 et SIAO Urgence est essentiellement didactique : elle permet en effet d'illustrer la montée en charge de ce dernier, donc la caractéristique est de proposer uniquement des hébergements de continuité, le 115 proposant quant à lui des hébergements de courte, moyenne et plus longue durée<sup>10</sup>.

Parallèlement à l'augmentation du volume global de personnes isolées hébergées chaque nuit, on constate une érosion du nombre de places dites « fraîches », c'est-à-dire celles dont dispose le 115 tous les jours pour répondre aux demandes qui lui sont adressées. La baisse a été continue entre 2006 et 2016 pour les places dédiées aux femmes, alors qu'elle est plus fluctuante pour les hommes—hausse entre 2006 et 2012 puis baisse entre 2012 et 2016— et que l'on constate un volume beaucoup plus important pour ces derniers. Quant aux places « fraîches » du SIAO Urgence, elles sont encore moins nombreuses que celles du 115.

### 1.1.2 Demandes et réponses faites au public isolé

Sur la période 2012-2016, la baisse du nombre de demandes masculines s'accompagne d'une diminution du nombre moyen de demandes qu'ils adressent au dispositif d'hébergement, ce que montre le tableau suivant.

**Tableau 3. Demandes et réponses faites au public isolé**

		2006	2012	2016
<b>NB MOYEN DE DEMANDES PAR PERSONNE</b>	Femmes	9,2	9,1	9,0
	Hommes	11,3	13,9	9,9
<b>NB DE RÉPONSES POSITIVES MOYEN PAR PERSONNE</b>	Femmes	6,6	4,3	2,0
	Hommes	7,2	8,6	5,2

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

<sup>9</sup> 2012 est la première année de régulation pleine du SIAO Urgence.

<sup>10</sup> Cela dépend en fait de la structure d'hébergement : certaines ne proposent que du long séjour, d'autres sont mixtes, et d'autres sont uniquement en court séjour.

Ainsi, alors que le nombre moyen de demandes par homme était de 13,9 en 2012, il passe à 9,9 en 2016. En revanche, ce chiffre reste stable pour les femmes qui, tout au long de la période, ont un nombre de demandes par personne proche de 9.

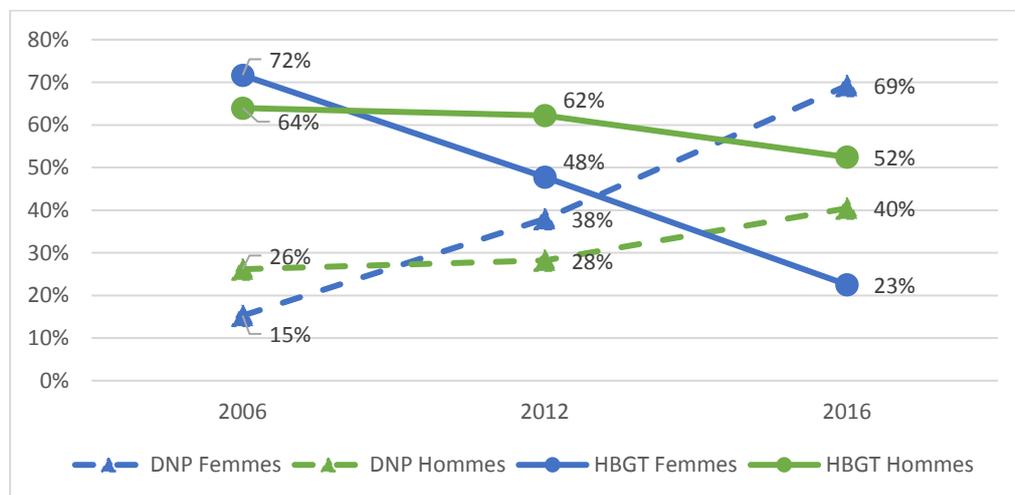
Alors que le nombre moyen de demandes par personne ne diffère quasiment pas entre les hommes et les femmes pour 2016 (9,0 demandes pour les femmes vs 9,9 demandes pour les hommes), on constate que le nombre moyen de réponses positives par personne est plus du double pour les hommes (5,2) que pour les femmes (2,0). Le nombre de réponse positive par personne est en constante baisse depuis 2006, et cette baisse est d'autant plus accentuée pour les femmes : elles passent de 6,6 réponses positives en 2006 à 2 en 2016 (soit trois fois moins), alors que ce nombre passe de 7,2 à 5,2 (soit 1,4 fois moins).

Ces variations à la baisse procèdent du même phénomène que décrit plus haut, à savoir un allongement des séjours sur les places découlant du principe de continuité mis en œuvre depuis 2007. Dans un contexte de hausse de la demande, ou même de demande stable, il devient plus difficile d'obtenir une place.

### 1.1.3 Évolution des réponses apportées au public isolé

Comme corollaire, la même période 2012-2016 voit le nombre de demandes non pourvues (DNP) passer de 30% à 46% des réponses apportées aux demandes globales, cette forte hausse des DNP pouvant également inciter certain.e.s appelant.e.s à ne plus appeler. Le graphique suivant montre l'évolution des réponses positives (ce qui équivaut donc aux demandes pourvues) et des demandes non pourvues sur la période<sup>11</sup>.

**Graphique 2. Évolution des réponses apportées, public isolé**



Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Si l'on considère la totalité de la période, on observe qu'en 2006 les réponses apportées aux demandes étaient plus favorables aux femmes qu'aux hommes. En 2006, elles ont en effet un taux de demande non pourvue (DNP) plus faible qu'eux (15% contre 26%), l'hébergement étant la réponse la plus apportée (dans 72% des demandes faites par les femmes et 64% des demandes faites par les hommes).

<sup>11</sup> Le total du graphique est différent de 100% car il peut y avoir d'autres réponses qu'hébergement ou demande non pourvue : la personne peut refuser la place qui lui est proposée, elle peut appeler pour des orientations pour la vie quotidienne, ou simplement parfois pour parler à quelqu'un.

Alors qu'entre 2006 et 2012, les taux de DNP et d'hébergement restent relativement stables pour les réponses apportées aux demandes émanant des hommes (passant de 26 à 28% pour les DNP et de 64 à 62% pour les hébergements), la situation se dégrade fortement pour les femmes. Lorsqu'elles font une demande, la proportion de DNP passe de 15% à 38% et, corrélativement, la proportion d'hébergement passe de 72% à 48%, soit moins d'une demande sur 2 suivie d'un hébergement.

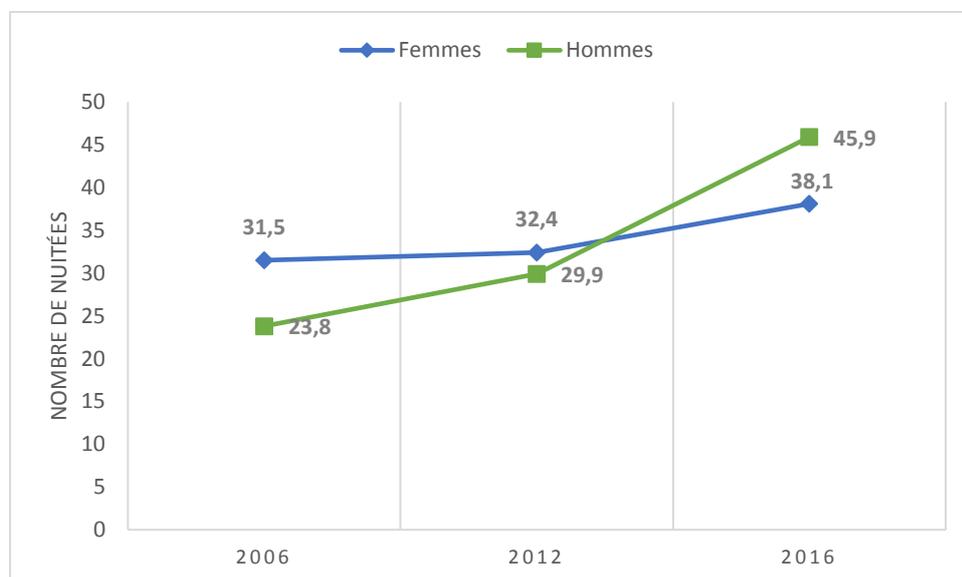
La situation tend à être plus défavorable pour les hommes comme pour les femmes en 2016 qu'en 2012, mais cette dégradation est beaucoup plus marquée pour les femmes. Ainsi, alors que le taux de DNP passe de 28% à 40% (+12 points) pour les hommes, il passe de 38 à 69% pour les femmes (+32 points). À l'inverse, alors que plus de la moitié des demandes débouchent sur un hébergement parmi les hommes isolés en 2016 (52%), c'est le cas de moins d'un quart des demandes chez les femmes (23%).

Pour le dire autrement, alors que sur la longue période, le taux de DNP a été multiplié par 1,5 entre 2006 et 2016 pour les hommes isolés, il a été multiplié par 4,6 pour les femmes. La situation des femmes au regard de l'accès à l'hébergement d'urgence s'est donc fortement dégradée ces dix dernières années.

#### 1.1.4 Nombre moyen de nuitées par personne et durée des hébergements attribués

Le graphique ci-dessous indique le nombre moyen de nuitées par personne, c'est-à-dire sans notion de continuité de séjour : il s'agit du nombre de nuits obtenues dans l'année, qu'elles soient consécutives ou pas.

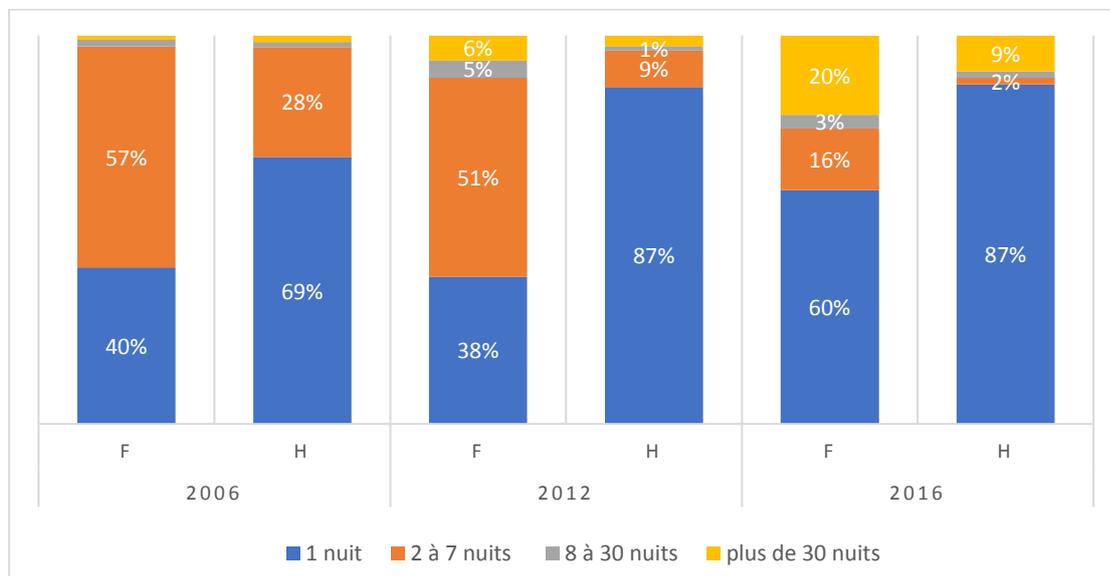
**Graphique 3. Nombre moyen de nuitées attribuées, public isolé**



Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Alors que la situation était plus favorable aux femmes qu'aux hommes en 2006 (elles avaient un nombre moyen de nuitées par personne de 32 nuits, contre 24 pour les hommes), elle leur est défavorable en 2016 (38 nuits par personne en moyenne pour les femmes contre près de 46 nuits pour les hommes). On peut également regarder le détail de la durée des séjours attribués dans le graphique suivant :

**Graphique 4. Durée des hébergements attribués au public isolé**



Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Les femmes connaissent moins d'hébergements très courts (une seule nuit) que les hommes. Toutefois, alors que sur la fin de la période, cette part reste stable chez les hommes (87%), elle connaît une très forte augmentation chez les femmes, passant de 38% des séjours en 2012 à 60% des séjours en 2016. À l'autre extrémité, la période voit la montée progressive, mais marquée, des hébergements longs (de plus de 30 nuits) qui ne représentaient respectivement que 1% des séjours des femmes et 2% de ceux des hommes en 2006, pour atteindre 20% des séjours des femmes et 9% de ceux des hommes en 2016. La période de 2012 à 2016 voit également une très forte baisse des séjours de 2 à 7 nuits, notamment chez les femmes. Alors que ce type de séjour représentait la majorité des séjours en 2006 (57% des séjours de femmes) et en 2012 (51%), il passe à 16% des séjours en 2016.

Ceci est dû à la « qualité » des places et la quantité de chacune : chez les hommes, les places d'hébergement d'urgence du 115 (cf. tableau 2) sont en grande majorité à la nuitée, alors que celles des femmes, beaucoup moins nombreuses numériquement, peuvent être données pour 2 ou 3 nuits, voire plus selon les circonstances. Mais les séjours de type intermédiaire ont fortement régressé, comme conséquence de la séparation de plus en plus nette entre des places SIAO Urgence de longue durée et des places 115 pour la mise à l'abri.

## 1.2 Profil du public isolé ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence

Nous allons maintenant nous intéresser au profil sociodémographique des personnes isolées ayant fait au moins une demande dans l'année. Ceci permettra de proposer un cadrage aux données de l'enquête exploratoire à l'ESI Halte Femmes, et notamment de vérifier dans quelle mesure les personnes interrogées à l'accueil de jour différent ou non de celles qui font appel au dispositif.

### 1.2.1 Âge

En termes d'âge, on voit apparaître des différences assez marquées entre 2006 et 2012 sur les moyennes et les médianes.

**Tableau 4. Âge moyen du public isolé ayant fait au moins une demande**

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
<b>2006</b>	37,1	38,5	38,3
<b>2012</b>	36,7	38,4	38,0
<b>2016</b>	36,2	35,8	35,9

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

On constate un rajeunissement certain des publics isolés, et surtout des hommes, entre 2006 et 2016, et particulièrement entre 2012 et 2016. Cette tendance est confirmée et même appuyée par la médiane. Ces changements dans les mesures de tendance centrale de l'âge sont déjà un premier indice du changement dans le profil des publics, confirmé par les variations de la mesure de l'étendue que sont les intervalles interquartiles.

**Tableau 5. Âge médian et interquartiles du public isolé ayant fait au moins une demande**

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
<b>2006</b>	36 (26 - 47)	37 (29 - 47)	37 (28 - 47)
<b>2012</b>	34 (24 - 47)	37 (28 - 47)	36 (27 - 47)
<b>2016</b>	33 (25 - 45)	33 (25 - 45)	33 (25 - 45)

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Lecture : en 2006, 25% des femmes isolées ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence avaient moins de 26 ans et 25% plus de 47 ans, la moitié moins de 36 ans.

Si le premier quartile— âge maximum du quart le plus jeune de la population étudiée—est relativement stable chez les femmes (26 ans en 2006 et 25 en 2016), il a beaucoup baissé pour les hommes (29 ans en 2006 et 25 en 2016).

Le tableau 6 illustre ce changement dans le temps et selon le sexe de la répartition par groupe d'âge. En 2006 et 2012, les femmes sont plus de 20% à avoir moins de 25 ans, alors que c'est le cas de moins de 15% des hommes sur la même période. De même, alors que les femmes sont deux fois plus nombreuses à avoir moins de 20 ans que les hommes en 2006 (5% vs 2%) et en 2012 (6% vs 3%), on voit s'opérer un rapprochement en 2016 (5% vs 5%). À l'autre extrémité, on n'observe aucune différence de distribution selon le sexe pour les 60 ans et plus (un peu plus de 5% de la population des deux sexes).

**Tableau 6. Répartition du public isolé ayant fait au moins une demande, par tranches d'âge**

	F	H	F	H	F	H
	2006		2012		2016	
<20	5%	2%	6%	3%	5%	5%
[20 ; 25]	16%	11%	19%	11%	18%	15%
[25 ; 30]	13%	14%	14%	14%	17%	20%
[30 ; 35]	12%	15%	11%	15%	14%	14%
[35 ; 40]	11%	15%	10%	13%	11%	11%
[40 ; 45]	11%	13%	9%	12%	9%	9%
[45 ; 50]	11%	11%	9%	10%	8%	8%
[50 ; 55]	9%	8%	8%	8%	7%	7%
[55 ; 60]	5%	6%	6%	6%	5%	4%
[60 ; 65]	3%	3%	3%	4%	3%	3%
>=65	3%	3%	4%	3%	3%	3%

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

### 1.2.2 Origine géographique

L'origine géographique, tout comme d'autres informations enregistrées dans la base du 115/SIAO Urgence, est déclarative et facultative.

**Tableau 7. Origine géographique déclarée lors de l'appel au 115/SIAO Urgence**

	2006		2012		2016	
	F	H	F	H	F	H
<b>FRANCE</b>	53%	54%	39%	31%	28%	29%
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	7%	16%	7%	24%	10%	19%
<b>AUTRE AFRIQUE</b>	23%	13%	28%	20%	44%	30%
<b>EUROPE</b>	9%	9%	15%	15%	10%	13%
<b>ASIE</b>	4%	5%	9%	8%	6%	8%
<b>AUTRES</b>	3%	1%	2%	1%	1%	1%
<b>TOTAL SANS LES NR</b>	100%	100%	100%	100%	100,0%	100%
<b>NR / TAUX DE NR</b>	42%	42%	43%	40%	25%	40%

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

La distribution du public par origine est à prendre avec précaution car il y a entre 40% (en 2006) et 36% (en 2016) de valeurs manquantes (le taux de valeurs manquantes étant bien plus important parmi les hommes que parmi les femmes en 2016 : 40% vs 25%). L'information sur la nationalité ou l'origine n'étant pas d'intérêt pour la prise en charge ou non d'une personne contactant le 115, cette variable n'est pas toujours remplie, surtout lorsqu'il s'agit de personnes qui vont faire appel au numéro d'urgence quelques rares fois et vont ensuite disparaître du dispositif.

On observe une baisse continue sur la période de la proportion de personnes de nationalité française. Que ce soit pour les femmes comme pour les hommes, on passe de plus de 50% en 2006 à moins de 30% en 2016. Dans le même temps, la part des femmes d'origine africaine (Maghreb compris) passe de 31% en 2006 à 54% en 2016. On observe la même évolution parmi les hommes isolés, même si elle est moins marquée (la part d'hommes d'origine africaine passe de 35% en 2006 à 44% en 2016). Sur toute la période, l'Afrique de l'Ouest, puis l'Afrique centrale sont les deux principales régions d'origine des femmes qui font appel au 115/SIAO Urgence, l'Afrique du Nord venant en 3ème position.

À l'inverse, pour les hommes, c'est l'Afrique du Nord qui prédomine, tout au moins en 2006 et 2012, l'Afrique de l'Ouest devenant la première région d'origine (après la France) des hommes appelant le 115/SIAO Urgence en 2016. Sur toute la période, la proportion de personnes venant du Maghreb reste

toutefois deux fois plus nombreuse parmi les hommes que les femmes. Ces différences montrent donc une évolution importante du public isolé, aussi bien chez les hommes que les femmes, et laisse entrevoir des stratégies de migrations différentes selon le pays ou la région dont on vient : peu de femmes seules émigrent du Maghreb, alors que les femmes d’Afrique subsaharienne sont de plus en plus nombreuses. Si l’on regarde la situation des femmes plus en détail, on peut croiser leur âge avec leur provenance :

**Tableau 8. Âge des femmes isolées par nationalité**

	- DE 25	25-39	40-55	55 ET +	TOTAL	N
<b>FRANCE</b>	28%	31%	26%	15%	100%	1124
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	17%	40%	27%	16%	100%	410
<b>AUTRE AFRIQUE</b>	20%	55%	19%	6%	100%	1781
<b>EUROPE</b>	25%	31%	28%	16%	100%	1548
<b>ASIE</b>	15%	40%	27%	18%	100%	234

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

La distribution par âge des femmes isolées diffère selon leur nationalité. Ainsi, les Françaises (et, dans une moindre mesure, les Européennes) sont plus nombreuses à avoir moins de 25 ans que les Africaines. Les Africaines sont par contre sur-représentées parmi les 25-40 ans, notamment celles qui viennent d’Afrique hors Maghreb (essentiellement Afrique de l’Ouest). Les Africaines (hors Maghreb) sont très peu nombreuses, en proportion, à avoir plus de 55 ans (6% contre 15% des Françaises et des Européennes). Cette structure par âge reflète l’ancienneté des courants migratoires, les immigrés d’Afrique subsaharienne étant parmi les courants migratoires les plus récents<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> Beauchemin et al., 2015, Trajectoires et Origines, Enquête sur la diversité des populations en France, Ined Edition.

### 1.2.3 Situation administrative déclarée

Tout comme pour les données sur l'origine, sur toute la période les valeurs manquantes représentent au moins 30% des informations relatives aux situations administratives.

**Tableau 9. Situation administrative déclarée, par public**

	2006			2012			2016		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
<b>DEMANDE D'ASILE</b>	10%	8%	9%	11%	8%	8%	16%	12%	13%
<b>PAPIERS FRANÇAIS</b>	66%	69%	68%	59%	56%	57%	51%	55%	54%
<b>SANS PAPIERS</b>	23%	22%	22%	30%	36%	35%	34%	33%	33%
<b>AUTRE</b>	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
<b>TOTAL SANS LES NR</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>NR / TAUX DE NR</b>	40%	40%	40%	44%	41%	42%	25%	40%	36%

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Les analyses sont donc à faire avec précaution. Cependant on observe une augmentation tendancielle de la proportion de personnes « sans papiers » sur la longue période, et ce chez les hommes comme chez les femmes (sans que l'on observe de différence très significative entre les sexes sur la même période). Ainsi, si près d'1/4 des femmes isolées sont « sans papiers » en 2006, elles sont plus d'1/3 à être dans cette situation en 2016.

Si elle est moins marquée que pour les « sans papiers », on observe également une augmentation de la proportion des demandes d'asile sur la période. Ici, en revanche, les femmes sont un peu plus fréquemment demandeuses d'asile que les hommes tout au long de la période (mais la différence est très ténue, notamment si l'on prend en compte la proportion de valeurs manquantes).

### 1.2.4 Couverture sociale

Cette situation au regard de l'origine et de la situation administrative se retrouve logiquement sur la question de la couverture sociale dont bénéficient ou pas les personnes ayant fait appel au dispositif.

**Tableau 10. Couverture sociale déclarée, par public**

	2006		2012		2016	
	F	H	F	H	F	H
<b>RÉGIME GÉNÉRAL</b>	65%	67%	49%	43%	47%	45%
<b>AME*</b>	16%	10%	13%	9%	19%	16%
<b>SANS COUVERTURE</b>	19%	23%	38%	48%	34%	39%
<b>TOTAL SANS LES NR</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>NR / TAUX DE NR</b>	50%	47%	51%	48%	35%	46%

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

\*AME : Aide Médicale d'Etat

Sur la période observée, les femmes prises en charge comme personnes isolées sont moins souvent sans couverture maladie que leurs homologues hommes, même si cette tendance tend à se réduire tout au long de la période. En revanche, la proportion de personnes (et de femmes) sans couverture sociale a presque doublé entre 2006 et 2012, passant de 22% à 37% (19% à 38% parmi les femmes). L'augmentation des personnes bénéficiant de l'Aide médicale d'État (AME) est beaucoup moins marquée. Les deux indicateurs (AME et sans couverture sociale) sont toutefois en étroit lien avec

l'augmentation de la proportion de personnes en situation administrative précaire sur la période. En effet, pour bénéficier de régime général de sécurité sociale il faut être en situation régulière.

### 1.2.5 Ressources

Cette augmentation du nombre de personne en situation administrative précaire se lit également dans les tendances relatives aux ressources des personnes prises en charge par le 115 et le SIAO Urgence.

**Tableau 11. Type de ressources déclarées, par type de public**

	2006		2012		2016	
	F	H	F	H	F	H
<b>SANS RESSOURCES</b>	55%	52%	63%	65%	69%	68%
<b>RÉMUNERATION/RETRAITE</b>	11%	12%	10%	9%	13%	11%
<b>RSA/RMI</b>	18%	23%	13%	15%	11%	14%
<b>AUTRES PRESTATIONS SOCIALES</b>	13%	12%	12%	10%	5%	6%
<b>AUTRES</b>	2%	1%	2%	1%	2%	1%
<b>TOTAL SANS NR</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%
<b>TAUX DE NR</b>	44%	42%	41%	38%	29%	42%

Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

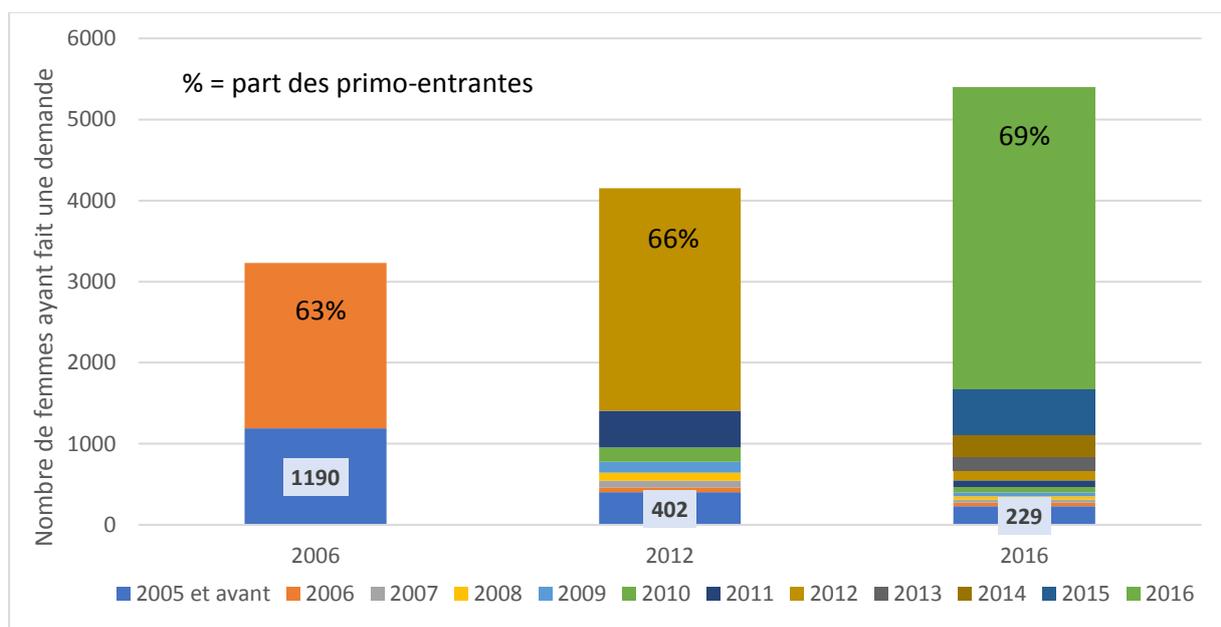
Alors que la proportion de femmes ne déclarant aucune ressource est de 55% en 2006, elle est de 63% en 2012 et de 69% en 2016. A l'inverse, on constate une diminution de la part des femmes déclarant toucher le RSA (ex-RMI) tout au long de cette même période : 18% en 2006, 13% en 2012 et 11% en 2016. Comme déjà mentionné plus haut, il y a une imbrication forte entre un statut administratif précaire et l'absence de ressources et de couverture sociale, la précarité administrative renforçant la précarité monétaire. La baisse de la proportion de bénéficiaires du RSA est donc due en grande partie à la baisse de la proportion de la population qui peut y avoir légalement droit.

### 1.2.6 Date d'entrée sur le dispositif

Le dernier point de cette partie sur les données du 115/SIAO Urgence concerne la date à laquelle les personnes ayant formulé une demande l'année d'observation sont entrées sur le dispositif.

Le graphique suivant illustre la proportion de « primo-entrantes », c'est-à-dire le nombre de femmes isolées qui entrent chaque année sur le dispositif en faisant leur première demande, et donc également le nombre de femmes qui ne sont pas nouvelles sur le dispositif. Chaque strate colorée correspond à une année d'entrée : par exemple, 402 femmes ayant fait une demande en 2012 étaient entrées sur le dispositif en 2005 ou avant. En 2016, elles étaient 229 femmes entrées sur le dispositif en 2005 ou avant. On note que la proportion de primo-entrantes a augmenté graduellement chaque année puisqu'elle était de 63% en 2006, 66% en 2012 et 69% en 2016 : cela veut donc dire qu'en 2016, près de 7 femmes sur 10 n'étaient pas connues du dispositif les années précédentes : ceci met en lumière une demande qui ne tourne pas autour d'un noyau dur de personnes bien connues, mais est en grande partie – et de plus en plus, entre 2006 et 2016 – alimentée par l'arrivée de femmes inconnues du dispositif.

**Graphique 5. Ancienneté dans le dispositif parmi les femmes isolées ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence**



Source : 115/SIAO Urgence de Paris - Aloha 4D

Lecture : en 2012 un peu plus de 4 000 femmes ont formulé au moins une demande au 115/SIAO Urgence. Parmi elles 402 étaient connues depuis au moins 2005, 60 depuis 2006, 81 depuis 2007, 100 depuis 2008, 134 depuis 2009, 178 depuis 2010, 454 depuis 2011 et 2745 (soit 66%) n'étaient pas connues avant 2012



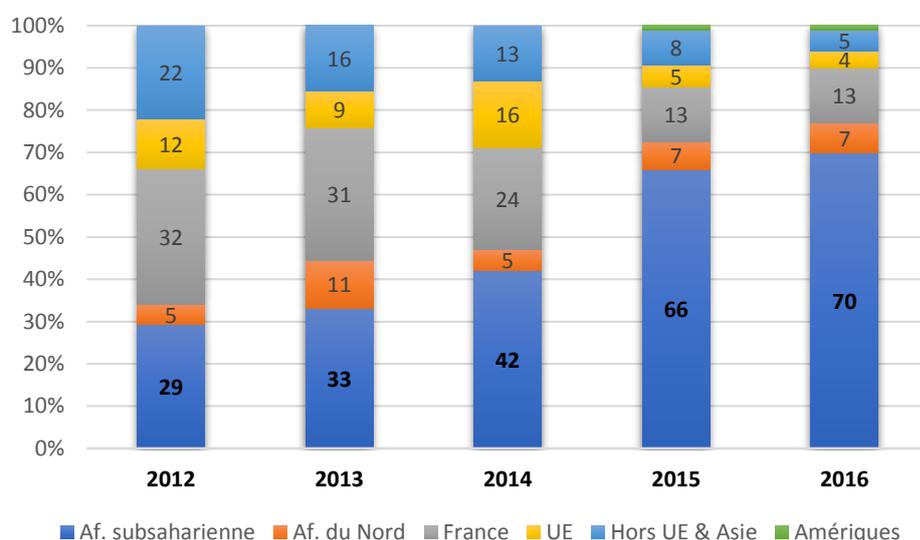
## 2 Enquête faite auprès des femmes fréquentant l'ESI Halte femmes

### 2.1 Quelques données d'activité de l'ESI Halte Femmes

L'ESI a constaté une très forte augmentation du nombre de passages<sup>13</sup> : de 18 883 en 2015, ils sont passés à 27 006 en 2016, soit une augmentation de 43% entre les deux années<sup>14</sup>. Il y avait eu 738 nouvelles femmes accueillies— c'est-à-dire inconnues de l'ESI —en 2015, 1 043 en 2016, soit une augmentation de plus de 41%. Le nombre moyen de passages journaliers est passé de 56 à 80 femmes entre 2015 et 2016 avec, cette année, des pics pouvant aller jusqu'à 135 femmes différentes accueillies en une journée.

Parallèlement à cette augmentation de la fréquentation, le profil du public a évolué, comme le montre le graphique suivant reprenant l'évolution sur les cinq dernières années de l'origine géographique des femmes accueillies.

**Graphique 6. Origine géographique des femmes accueillies par l'ESI Halte Femmes**



Source : Rapport d'activité 2016, ESI « Halte Femmes »

On constate une très forte augmentation de la proportion de femmes originaires d'Afrique subsaharienne, qui sont 7 sur 10 en 2016, alors qu'elles n'étaient que 3 sur 10 en 2012. Dans le même temps, les femmes françaises, majoritaires en 2012, ne représentent plus que 13% des personnes accueillies. L'évolution n'est pas seulement géographique, elle a des implications sur les besoins et demandes exprimés auprès de l'équipe, et donc sur le travail quotidien et de suivi social, psychologique et médical.

Si ces quelques tendances chiffrées permettent de contextualiser rapidement les évolutions générales (nombre de personnes en demande, origine) elles ne disent en revanche rien sur les parcours de ces femmes, comment elles se « débrouillent » au quotidien, quelles sont leurs difficultés, leurs projets, leurs besoins et aspirations. Le projet de l'enquête a donc été pensé pour répondre à ce manque de connaissances sur le public largement invisible que sont les femmes seules à la rue, et les

<sup>13</sup> L'accueil à l'ESI étant anonyme, on comptabilise un nombre de passages, sans double compte, c'est-à-dire qu'une femme venant deux fois dans la journée ne sera comptée qu'une seule fois.

<sup>14</sup> Les données sont issues du rapport d'activité 2016 de l'ESI.

problématiques à la fois de demandes et d'offres auxquelles le dispositif de premier accueil est confronté.

Le projet d'enquête — grands thèmes à aborder dans le questionnaire et rétroplanning du travail de terrain — a été présenté à l'ESI au mois de juillet 2016, lors d'une réunion d'équipe mensuelle. Il s'agissait de s'accorder avec l'équipe sur les thèmes à explorer afin que ces derniers intègrent leurs propres questionnements, et d'utiliser leur connaissance du public pour mieux appréhender les différentes problématiques et la façon de les aborder.

Le travail de terrain a débuté par une première série de 10 entretiens, réalisés auprès des femmes fréquentant l'ESI, en août et septembre 2016. Le but était avant tout exploratoire, pour repérer des thèmes auxquels nous n'aurions pas nécessairement pensé de façon spontanée, lors de la préparation du questionnaire.

Nous avons fait une présentation de l'enquête lors d'un conseil de vie sociale de l'ESI au mois d'août, où une soixantaine de femmes étaient présentes. L'objectif était que les femmes nous identifient clairement et puissent poser des questions sur le travail que nous menions.

La passation de l'enquête a eu lieu du 7 novembre au 14 décembre 2016, et a abouti à 72 questionnaires exploitables. La nécessité d'un temps de présence et d'observation ainsi que les conditions logistiques de passation expliquent ce délai relativement long.

Quelques jours avant l'enquête nous avons mis des affiches pour rappeler notre venue, à l'entrée de la salle commune. De son côté, l'équipe de l'ESI a présenté et expliqué les raisons et les objectifs du travail aux femmes fréquentant le lieu.

## 2.2 Protocole et déroulement de l'enquête de terrain

L'ESI « Halte Femmes » est un lieu ouvert tous les jours<sup>15</sup>, dont l'accueil est inconditionnel et où l'on peut se mettre à l'abri. Le petit-déjeuner y est servi tous les matins entre 8h30 et 10h00. Des activités y sont proposées, ainsi qu'un accès à une douche, une machine à laver/sécher. On peut aussi rencontrer une psychologue, un médecin, un travailleur social.

L'accueil dans les ESI étant anonyme, les identités ne sont pas relevées. L'équipe comptabilise le nombre de passages quotidiens<sup>16</sup>: la personne chargée de faire l'accueil note dans un fichier le prénom de chaque accueillie, ainsi que l'endroit où elle a passé la nuit précédente. Les femmes peuvent également donner la raison de leur venue : demande de RDV médical, psychologique, entretien avec un des travailleurs sociaux, entre autres.

Toutes les femmes arrivant pour la première fois à l'ESI sont reçues en entretien par un membre de l'équipe, afin d'établir une fiche d'accueil dans laquelle sont consignées des informations sur leur situation : identité, situation administrative, ressources, hébergement/logement, emploi/formation, suivi social.

L'ESI accueille en moyenne 80 femmes différentes par jour (en journée entière en 2016), dans un espace très réduit, si l'on prend en compte l'affluence qu'il peut y avoir à certaines heures. L'accord

---

<sup>15</sup> Il l'était au moment de l'enquête. Depuis fin décembre 2016, il est fermé le samedi. Les horaires sont de 8h30 à 12h30 et de 14h à 20h, avec deux après-midi de fermeture au public dans la semaine pour des réunions d'équipe ou des ateliers spécifiques sur inscription.

<sup>16</sup> Cf. note 11.

tacite avec l'équipe était que notre présence ne devait pas perturber le travail quotidien, déjà rendu compliqué par la combinaison de l'exiguïté des lieux et de la forte affluence de femmes en demande.

La durée de passation du questionnaire avait été évaluée à une heure (plus de 130 questions), et du fait des questions très personnelles — et parfois difficiles — abordées, la confidentialité était un point très important. Le nombre de bureaux ou d'espaces permettant un peu d'intimité étant très limité à l'ESI, nous avons heureusement pu utiliser les locaux mitoyens du Centre d'hébergement « Raguinot » (géré par Aurore) gracieusement mis à notre disposition par le chef de service. Nous avons pu nous installer dans la salle de repas, vide le matin et l'après-midi, pour nous isoler avec les femmes ayant accepté de répondre. En fonction de l'activité de l'ESI, nous avons également pu occuper l'un des bureaux sur place. Étant donné ces différentes contraintes, il était difficile de passer plus de quatre questionnaires par jour, les jours où les deux enquêtrices étaient sur place. Nous avons rapidement abandonné l'idée de faire 150, et même 100 entretiens.

Les conditions du terrain ont en revanche favorisé une immersion prolongée au sein du quotidien du lieu, parmi les femmes qui le fréquentent. Nous avons rapidement été repérées et étiquetées comme étant « le 115 », et à ce titre très souvent interpellées sur ses (dys)fonctionnements : les longues attentes, les « rappelez plus tard » puis l'attente déçue — « on n'a pas de place aujourd'hui » —, et les mêmes choses demandées et répétées à chaque appel, qui mettent à l'épreuve les patiences et génèrent l'incompréhension. Nous avons aussi été prises à témoin des multiples vicissitudes dont sont régulièrement victimes ces femmes : les amendes de la RATP (dont les montants sont démesurés pour des personnes sans ou avec très peu de ressources—plus de 50 euros, voire parfois 100), les nuits passées dans les bus, dans les salles d'attente d'hôpitaux, les maladies qu'on ne peut pas soigner faute de lieu pour se reposer, la faim et le froid. Et malgré tout, nous avons toujours été accueillies par ces femmes avec des sourires et des petits gestes, toujours prêtes à partager le peu qu'elles ont. De fait, sur les 78 femmes à qui nous avons proposé de participer à l'étude, 72 ont accepté de répondre à nos questions. Au préalable, nous faisons toujours une présentation succincte des thèmes que nous allons aborder, en insistant bien sur l'aspect anonyme et strictement confidentiel du questionnaire, et en expliquant que la participation n'aurait pas d'impact (positif ou négatif) sur les hébergements qui pourraient leur être proposés par le 115.

Le taux de refus a été faible : seules trois femmes ont refusé directement, autant ont esquivé savamment. Nous avons, au début, tenté de procéder à un tirage au sort à partir de la liste d'inscription quotidienne. Mais cette technique s'est vite révélée difficile à suivre car le questionnaire étant très long, celles inscrites après le tirage au sort étaient soit parties, soit en rendez-vous, ou introuvables. Nous avons donc opté pour l'approche directe des femmes présentes et nous avons été aidées par les représentantes du Conseil de vie sociale (CVS) de la structure qui proposaient aux autres de participer. Il y a même eu une sorte d'engouement, à partir du moment où la méfiance initiale a été dissipée par les premières enquêtées, et nous avons donc plutôt une liste d'attente. Au bout d'un certain moment, nous nous sommes rendues compte que nous avions interrogé la plus grande partie de celles qui étaient là quasi-quotidiennement, et les derniers questionnaires ont été passés auprès de femmes qui « entraient sur le dispositif » et venaient à l'ESI pour la première fois.

À côté d'un noyau dur qui se renouvelle tous les 6 mois environ<sup>17</sup>, nous avons pu constater beaucoup de passage et de rotation des femmes présentes : quelques-unes que nous voyions une ou deux fois, et qui ne revenaient pas ensuite. Nous avons aussi rencontré des femmes auprès desquelles il aurait été difficile de passer le questionnaire pour des raisons liées à la langue (maîtrise insuffisante du

---

<sup>17</sup> Communication informelle de l'équipe de l'ESI.

français) ou dont « l'état psychique » ne permettait pas d'envisager de le faire. Certaines venaient aussi à l'ESI pour se reposer ou dormir, ce qui les rendait peu accessibles.

Le questionnaire durait en moyenne une heure, en fonction de l'histoire de la personne et des formes de réponses apportées : certaines se contentaient de répondre par oui ou non, s'étendaient très peu. D'autres en revanche livraient beaucoup de choses, qui allaient au-delà des questions posées. Avec elles, la passation s'apparentait alors plus à un dialogue, dans lequel nous « repêchions » les informations nécessaires au remplissage des questionnaires. Étant donné le contenu de certaines questions, il était primordial d'établir une relation de confiance et de casser l'aspect interrogatoire peu propice aux confidences.

La qualité de l'écoute était aussi primordiale, dans le sens où nous ont été livrés certains récits très lourds, qu'il fallait savoir entendre tout en restant dans l'objectif de complétude du questionnaire. Une fois les enquêtrices rodées aux questions, il leur a été plus facile de naviguer entre les pages et ainsi de laisser les femmes parler sans interrompre les récits. Ceci est particulièrement vrai concernant le dernier module, qui s'attache aux épisodes des violences vécues, que ce soit « au pays » avant la migration, pendant le voyage, ou depuis leur arrivée en France. Quelques-unes n'avaient encore jamais évoqué certains faits, et il était inenvisageable de couper le fil du récit par des questions. De fait, certaines questions n'ont pas été posées, lorsque nous sentions que la personne en face avait déjà beaucoup livré et que continuer aurait été une forme d'indécence. Tout l'enjeu était de pouvoir quantifier ces épisodes de violence, sans renvoyer ces femmes à des traumatismes pour lesquels nous n'avions aucune réponse à leur apporter. Il avait été convenu avec l'équipe de l'ESI, et particulièrement avec la psychologue, que nous relayerions tous les cas pour lesquels nous avions une forme d'inquiétude, exercice rendu difficile par le principe d'anonymat et de confidentialité. Nous propositions toujours aux femmes la possibilité de rencontrer l'équipe suite à l'enquête, en leur expliquant que cette dernière savait que nous posions des questions difficiles et qu'elles seraient reçues en priorité si elles en ressentaient le besoin. À notre connaissance, seules quelques femmes ont effectivement demandé à être reçues ensuite.

## 2.3 Résultats

Au total, soixante-douze femmes ont été interrogées entre novembre et décembre 2016. Les données sont déclaratives. Le remplissage du questionnaire se faisant en face à face, la personne pouvait donc voir ce que nous écrivions.

### 2.3.1 Données sociodémographiques

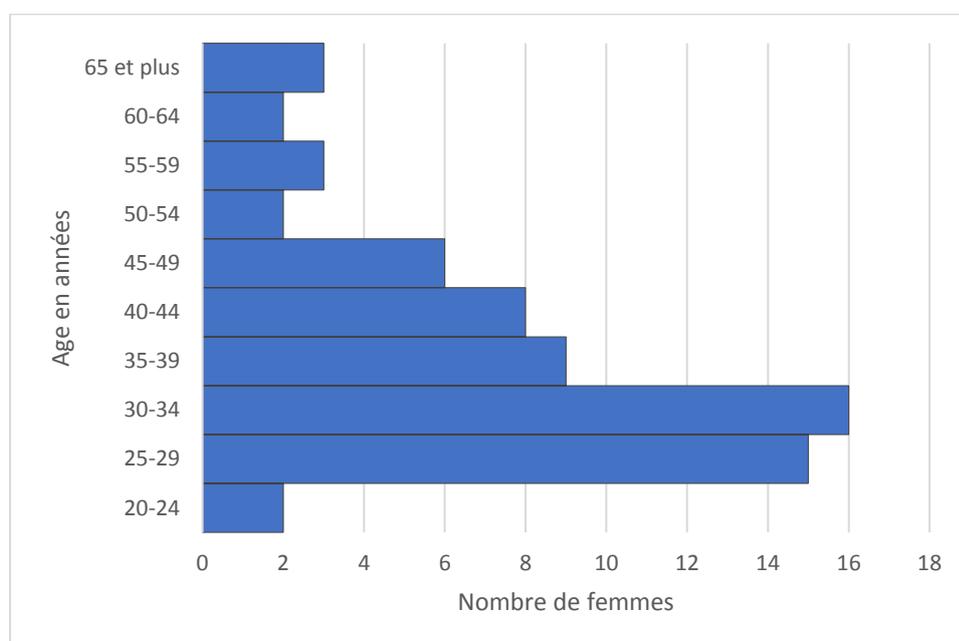
Cette partie présente les données sociodémographiques principales des femmes ayant participé à l'enquête.

#### 2.3.1.1 Age des femmes interrogées au moment de l'enquête

L'âge des femmes a été mesuré à partir de l'année de naissance déclarée. Cette information, qui peut sembler moins précise qu'une date de naissance complète avait pour but, en début de questionnaire, d'établir un rapport de confiance avec la personne, en lui expliquant que ne pas demander de date de naissance précise permettait de préserver l'anonymat.

La pyramide des âges permet de voir que le groupe d'âge le plus représenté est celui des 30-34 ans.

**Graphique 7. Pyramide des âges des femmes interrogées au moment de l'enquête**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Au moment de l'enquête, l'âge moyen est de 38 ans et l'âge médian est de 35 ans, c'est-à-dire que la moitié de l'échantillon a moins de 35 ans et l'autre plus (un quart a moins de 30 ans, et un quart a plus de 45 ans). La femme la plus jeune a 20 ans et les doyennes ont 66 ans.

**Tableau 12. Répartition selon les grandes classes d'âge**

	N	%
<b>20 - 29 ANS</b>	17	24%
<b>30 - 39 ANS</b>	29	40%
<b>40 - 49 ANS</b>	16	22%
<b>50 ANS OU PLUS</b>	10	14%
<b>TOTAL</b>	72	100,0%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

### 2.3.1.2 Nationalité

Quatre femmes sont de nationalité française (6% de l'échantillon). Pour celles de nationalité étrangère, les deux pays les plus représentés sont la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo.

**Tableau 13. Pays de naissance**

	N	%
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>	27	37%
<b>RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO</b>	16	22%
<b>CAMEROUN</b>	6	8%
<b>MALI</b>	5	7%
<b>GUINÉE</b>	4	6%
<b>FRANCE</b>	4	6%
<b>AUTRES PAYS</b>	10	14%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

La surreprésentation des Ivoiriennes et des Congolaises parmi les femmes étrangères paraît cohérente avec les données de fréquentation de l'ESI pour la période concernée, selon ce qu'en disent de manière informelle les membres de l'équipe qui ont une connaissance des origines géographiques limitée à de grandes aires. De fait, nous n'avons pas rencontré de femmes syriennes, afghanes ou soudanaises, qui sont trois des quatre nationalités ayant le plus demandé l'asile en 2016 en France<sup>18</sup>. Nous n'avons rencontré qu'une seule femme originaire d'Érythrée et elle a été orientée au centre de premier accueil (CPA) de la Chapelle au vu de sa situation.

Toutes les analyses ultérieures se baseront sur un regroupement des nationalités par grandes régions, pour deux raisons principales : la petite taille de l'échantillon nous oblige à procéder ainsi si l'on veut faire des comparaisons entre groupes, et certaines nationalités étant représentées par une seule personne, l'anonymat ne serait plus garanti.

<sup>18</sup> Données issues du rapport d'activité 2016, consultable en ligne sur le site de l'Ofpra.

**Tableau 14. Région géographique de naissance**

	N	%
<b>EUROPE</b>	6	8%
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	4	6%
<b>AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST</b>	24	33%
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	38	53%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

Si l'on regroupe les pays selon des critères géographiques, on voit que l'Afrique de l'Ouest, traditionnellement francophone, est la plus représentée au sein des femmes interrogées dans l'enquête, suivie par l'Afrique centrale et de l'Est. En regroupant ces deux catégories, nous pouvons comparer avec la catégorie « Afrique subsaharienne » des données d'activité de l'ESI. On voit donc que les femmes interrogées dans l'enquête sont à 86% originaires d'Afrique subsaharienne, contre 70% de celles ayant fréquenté l'ESI au cours de l'année 2016.

### 2.3.1.3 *Nombre d'enfants*

**Tableau 15. Nombre d'enfants déclarés**

	N	%
<b>AUCUN</b>	19	27%
<b>1</b>	10	14%
<b>2</b>	17	24%
<b>3 OU PLUS</b>	25	35%
<b>TOTAL</b>	71	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 1 donnée manquante

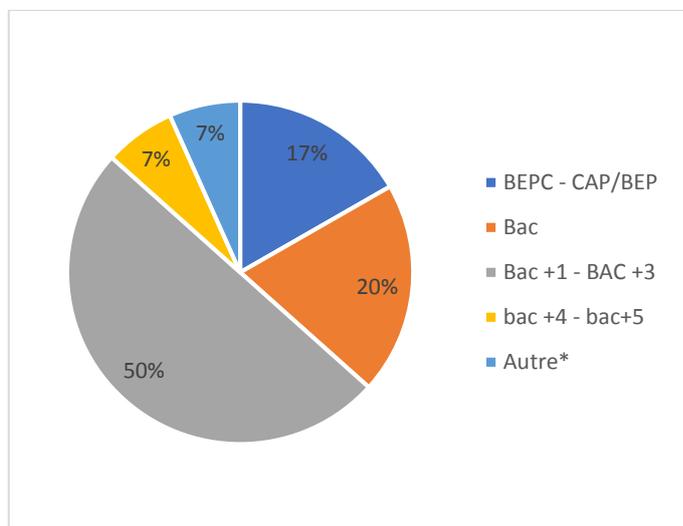
Si la Halte femmes est dédiée à l'accueil de femmes isolées, c'est-à-dire prises en charge sans enfant, de fait, près de trois femmes rencontrées sur quatre ont au moins un enfant, et plus d'un tiers en ont au moins trois.

Pour quelques-unes il est apparu qu'elles ne savaient pas exactement où se trouvaient leurs enfants, notamment pour les plus âgées, ou celles ayant fui leur pays précipitamment. Le sujet des enfants n'était pas un élément central du questionnaire en dehors des données sur leur âge, sexe et lieu de vie. Nous nous sommes cependant rendu compte, lors des entretiens préalables et des échanges informels pendant les temps de présence à l'ESI, que c'était un sujet très sensible pour toutes, dont l'évocation renvoyait immédiatement à des choses très douloureuses, difficiles à évoquer.

### 2.3.1.4 Scolarité et maîtrise du français

Huit femmes sur 10 sont allées à l'école (soit 59/72 femmes), pour des parcours scolaires plus ou moins longs. Plus d'une femme sur 2 a fait des études supérieures.

**Graphique 8. Niveau du dernier diplôme obtenu**

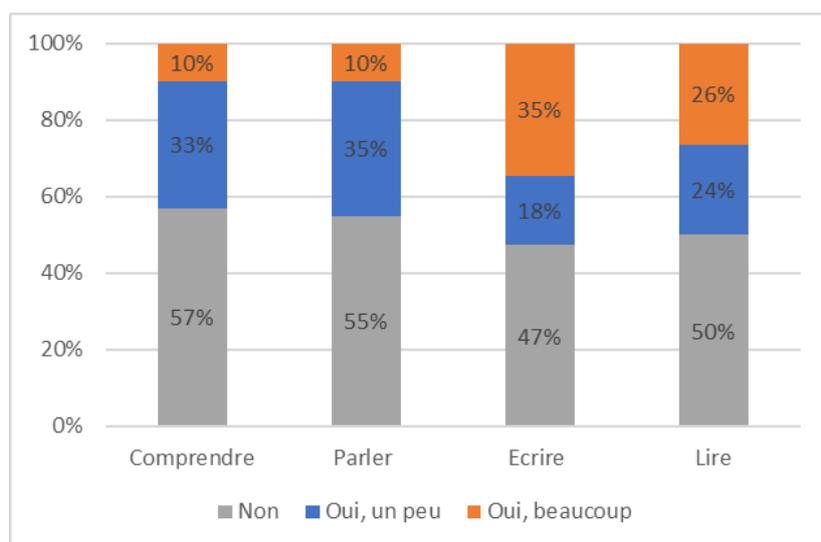


\* Autre : certificat d'élèves 6ème, Diplôme initial de la langue Française

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Cette figure permet d'évaluer le niveau de maîtrise perçu de la langue française, puisqu'il s'agit d'une question posée aux répondantes, et non une évaluation objective.

**Graphique 9. Difficultés pour comprendre, parler, lire et écrire le français**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Les femmes n'ayant pas de difficultés à comprendre et parler le français représentent plus de la moitié de l'échantillon. Lors de la passation, le niveau de compréhension était majoritairement bon, certaines femmes annonçant des difficultés que nous n'avons pas ressenties. Il faut évidemment relier cette maîtrise orale du français aux pays d'origine des femmes : Côte d'Ivoire, République Démocratique du

Congo, Mali, Guinée et Sénégal ont le français comme seule langue officielle, les femmes ayant fréquenté l'école l'ont donc appris. Les pays d'Afrique du Nord ont aussi longtemps eu le français comme langue officielle. Pour celles déclarant avoir un peu ou beaucoup de difficulté à le comprendre, il faut toutefois noter que cette moindre maîtrise déclarée n'a pas eu d'impact outre mesure sur la passation du questionnaire : les questions étaient relativement simples, et nous les répétions et reformulions tant que cela était nécessaire.

En revanche, les femmes rencontrées étaient plus nombreuses à déclarer avoir des difficultés à lire et, plus encore, à écrire la langue, un tiers d'entre elles déclarant avoir « beaucoup » de difficultés à l'écrire, ce dont nous nous sommes rendu compte lors des temps passés à l'ESI.

### 2.3.2 Migration : raison principale et durée

Les femmes migrantes rencontrées offrent une diversité de parcours migratoires, que ce soit en termes d'âge au départ ou de déterminants de la migration.

#### 2.3.2.1 Age au moment du départ du pays d'origine

**Tableau 16. Age au moment du départ du pays d'origine des femmes interrogées non françaises**

	N	%
<b>MOINS DE 20 ANS</b>	3	4%
<b>20 - 29 ANS</b>	24	36%
<b>30 - 39 ANS</b>	23	34%
<b>40 - 49 ANS</b>	12	18%
<b>50 ANS OU PLUS</b>	5	8%
<b>TOTAL</b>	67	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 1 donnée manquante

Au moment de quitter leur pays d'origine, seules deux femmes étaient mineures (l'une avait 6 ans, l'autre 10). L'âge médian au départ est de 32 ans et un quart d'entre elles avait moins de 26 ans au moment du départ (à l'inverse, une sur quatre avait plus de 40 ans).

#### 2.3.2.2 Raison principale évoquée pour quitter le pays d'origine

La question sur les raisons de la migration était à réponse unique. En effet, les motifs pouvant être parfois multiples et intriqués, il aurait été difficile d'exploiter des réponses multiples sur un échantillon de faible taille, et de distinguer le motif principal d'éventuels motifs secondaires.

**Tableau 17. Raison principale de départ du pays d'origine**

	N	%
<b>ECHAPPER À L'INSECURITÉ - SAUVER SA VIE</b>	23	34%
<b>FUIR UN MARIAGE FORCÉ, UN CONFLIT FAMILIAL</b>	20	30%
<b>ACCOMPAGNER OU REJOINDRE UN MEMBRE DE SA FAMILLE</b>	11	16%
<b>TROUVER UN TRAVAIL - AMÉLIORER SA SITUATION</b>	7	10%
<b>POUR DES RAISONS MÉDICALES</b>	2	3%
<b>AUTRE*</b>	5	7%
<b>TOTAL</b>	68	100%

\*Autres raisons : faire des études, décès du conjoint, décès d'un enfant, orientation sexuelle, mari parti avec une autre  
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 donnée manquante

Près des deux tiers des femmes ont quitté leur pays d'origine soit pour échapper à l'insécurité ou sauver leur vie, soit pour fuir un mariage forcé, un mari ou un parent violent, ou encore, plus largement, pour fuir des conflits familiaux. Elles ne sont que 10% à déclarer être venues en France pour trouver un travail ou améliorer leur situation. La raison principale du départ du pays d'origine est fortement liée au pays d'origine, comme le montre le tableau suivant.

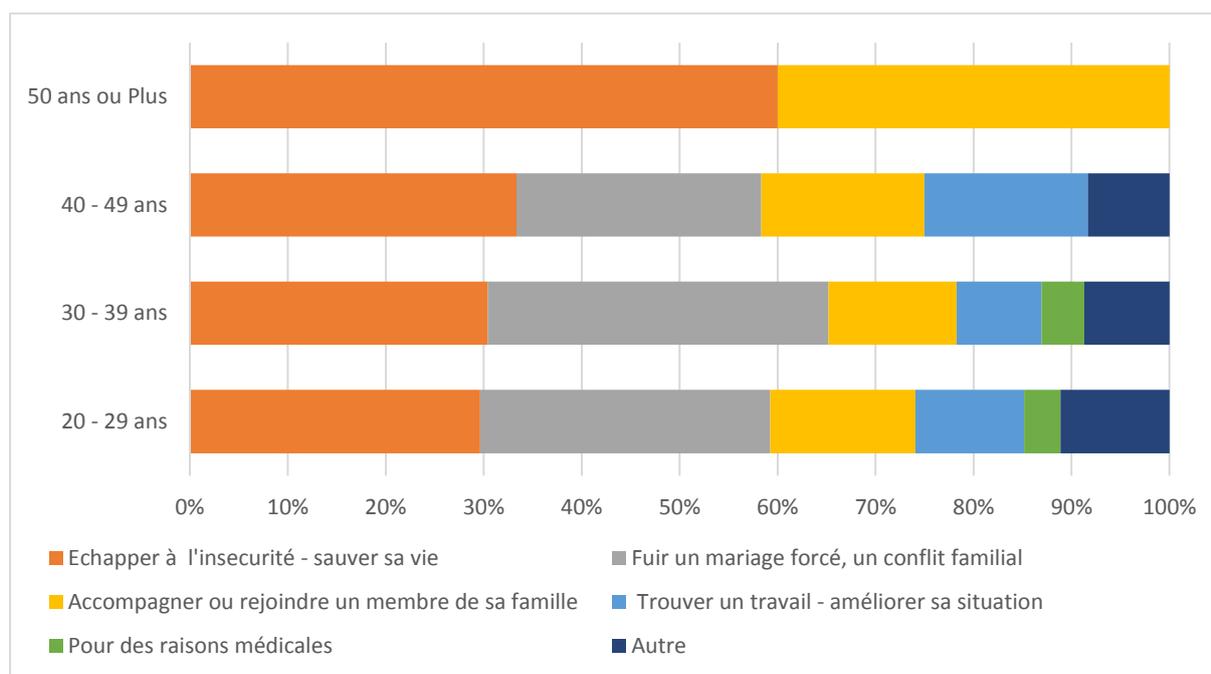
**Tableau 18. Raison principale du départ selon la région d'origine**

REGION DE DÉPART	EUROPE		AFRIQUE DU NORD		AFRIQUE CENTRALE - DE L'EST		AFRIQUE DE L'OUEST		TOTAL	
POUR DES RAISONS MÉDICALES	1	50%	1	25%	0	0%	0	0%	2	3%
ECHAPPER A L'INSECURITE - SAUVER SA VIE	1	50%	0	0%	17	71%	5	13%	23	34%
ACCOMPAGNER OU REJOINDRE UN MEMBRE DE SA FAMILLE	0	0%	3	75%	1	4%	7	18%	11	16%
FUIR UN MARIAGE FORCÉ, UN CONFLIT FAMILIAL	0	0%	0	0%	2	8%	17	45%	19	28%
TROUVER UN TRAVAIL - AMÉLIORER SA SITUATION	0	0%	0	0%	1	4%	6	16%	7	10%
AUTRE	0	0%	0	0%	3	13%	3	8%	6	9%
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>100%</b>	<b>4</b>	<b>100%</b>	<b>24</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>	<b>68</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 donnée manquante

Parmi celles déclarant fuir pour échapper à l'insécurité et/ou sauver leur vie, la grande majorité avance des motifs politiques ou religieux, les deux étant parfois liés. C'est particulièrement le cas des femmes originaires d'Afrique centrale ou de l'Est, notamment celles originaires de la République Démocratique du Congo dont la majorité demande l'asile politique à ce titre. Pour les femmes originaires d'Afrique de l'Ouest, la raison la plus souvent invoquée est fuir un mariage forcé. Quelques-unes ont aussi mentionné le fait d'avoir suivi ou rejoint un conjoint ou futur conjoint en France ou en Europe, et s'être retrouvées à la rue suite à des problèmes rencontrés dans leur couple ou leur belle-famille.

**Graphique 10. Raison principale du départ du pays d'origine et âge de départ**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 données manquantes

La répartition des raisons du départ en fonction de l'âge montre que quel que soit l'âge, la fuite pour échapper à l'insécurité est majoritaire, en dehors du groupe 30-39 ans. On pourrait être surpris par la proportion de femmes de ce groupe d'âge qui déclarent avoir fui un mariage forcé : plusieurs femmes nous ont en fait raconté avoir fui ce que l'on connaît en anthropologie sous le nom de lévirat : il s'agit d'une coutume qui oblige une femme, lorsque son mari décède, à devenir l'épouse d'un des frères de celui-ci<sup>19</sup>. Ces femmes ont souvent expliqué qu'elles avaient déjà été mariées de force une première fois avec des hommes plus âgés, mais qu'il était hors de question pour elles de revivre cela une deuxième fois, expliquant ainsi leur fuite. D'autres ont expliqué qu'elles avaient fui parce qu'elles vivaient en couple/avaient fondé une famille avec un homme d'une autre ethnie/religion, et qu'en dépit de cela leur famille voulait les marier à un autre. Une a mentionné la volonté de sa famille de la faire exciser à nouveau, considérant que la première cérémonie n'avait pas été « suffisante ». Deux ont parlé de leur orientation sexuelle comme étant le facteur principal de leur départ.

### 2.3.2.3 Durée de la migration

Plus de sept femmes sur dix ont émigré seules. Les migrations de fuite se font souvent seules : quand on fuit l'insécurité, la sortie du pays se fait souvent suite à des épisodes de violence vécus personnellement ou comme témoin. De même, celles fuyant des mariages forcés ou des conflits familiaux ont rarement l'appui des membres de la famille, et elles entreprennent seules le voyage.

**Tableau 19. Durée de la migration**

	N	%
<b>MOINS D'UN MOIS</b>	32	48%
<b>1 À 5 MOIS</b>	19	28%
<b>6 MOIS À 2 ANS</b>	7	10%
<b>PLUS DE 2 ANS</b>	9	13%
<b>TOTAL</b>	67	100%

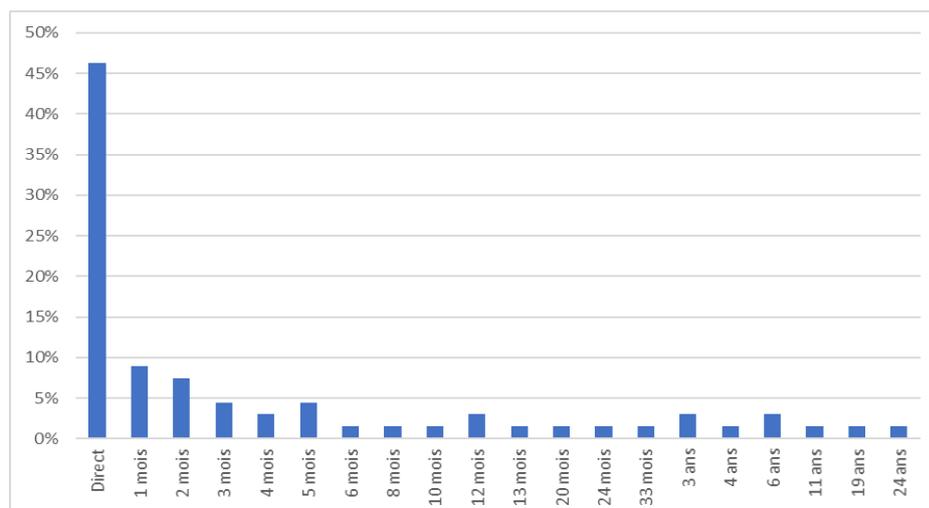
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 1 donnée manquante

Près d'une femme sur deux ayant migré est arrivée en France moins d'un mois après être partie de son pays d'origine. Les trois quarts ont mis moins de six mois. Cependant près d'un quart d'entre elles mettent plus de six mois à arriver en France et, parmi elles, plus d'une sur dix a mis plus de deux ans. Certaines ont en effet pu commencer par se déplacer dans un pays limitrophe, avant de venir en France. D'autres sont restées dans d'autres pays pour des durées plus ou moins longues, parfois en travaillant, parfois dans des camps de réfugiés, en Italie ou en Grèce.

Nous n'avons pas posé la question de savoir si la France était le but du voyage, ce qui pourrait être intéressant en termes de connaissance sur les processus de migration. Certaines ont dit spontanément que la France était leur but, d'autres que ce n'était pas nécessairement un choix défini ou définitif au moment d'entreprendre le voyage. Beaucoup de celles passées par l'Italie ont fait état de conditions d'accueil mauvaises voire très mauvaises, ce qui les a poussées à ne pas rester dans ce pays et à poursuivre leur route vers la France.

<sup>19</sup> Le lévirat est une forme d'héritage. Celui-ci permet aussi aux femmes d'éviter d'avoir à se séparer de leurs enfants : ces derniers appartenant à la lignée du mari, en cas de décès de celui-ci, ils doivent rester dans la famille paternelle. Le lévirat existe essentiellement voire uniquement dans les ethnies polygames où les hommes peuvent avoir – en principe – quatre femmes au maximum. Si un homme qui a déjà quatre femmes « hérite » d'une femme de son frère, il doit divorcer d'une de ses femmes pour accueillir la nouvelle. Dans ce cas, il doit divorcer de la plus jeune et/ou la plus belle car c'est celle qui aura en principe le plus de chances de se remarier – et si c'est la plus jeune, c'est souvent en outre la dernière arrivée, ce qui évite des conflits entre co-épouses, le choix étant « objectif » (c'est-à-dire en l'espèce, régi par l'usage).

**Graphique 11. Durée de la migration depuis le départ du pays d'origine**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Les temps très longs de trajet regroupent des femmes ayant migré et vécu dans un autre pays que le leur avant de partir vers l'Europe, souvent des personnes parties jeunes voire très jeunes de leur pays de naissance. Comme nous avons pris le pays de naissance comme pays de départ, ces migrations apparaissent également. Comme mentionné plus haut, près de la moitié des femmes (n=28) ayant connu une migration (68 sur 72 de l'échantillon) sont arrivées directement en France, c'est-à-dire en avion de leur pays d'origine, qu'elles aient fait une escale ou non lors de ce voyage.

**Tableau 20. Nombre de pays traversés au cours de la migration**

	N	%
<b>TRAJET DIRECT</b>	28	41%
<b>1</b>	16	23%
<b>2</b>	6	9%
<b>3</b>	5	7%
<b>4</b>	9	13%
<b>5</b>	3	4%
<b>6</b>	0	0%
<b>7</b>	1	2%
<b>TOTAL</b>	68	100%

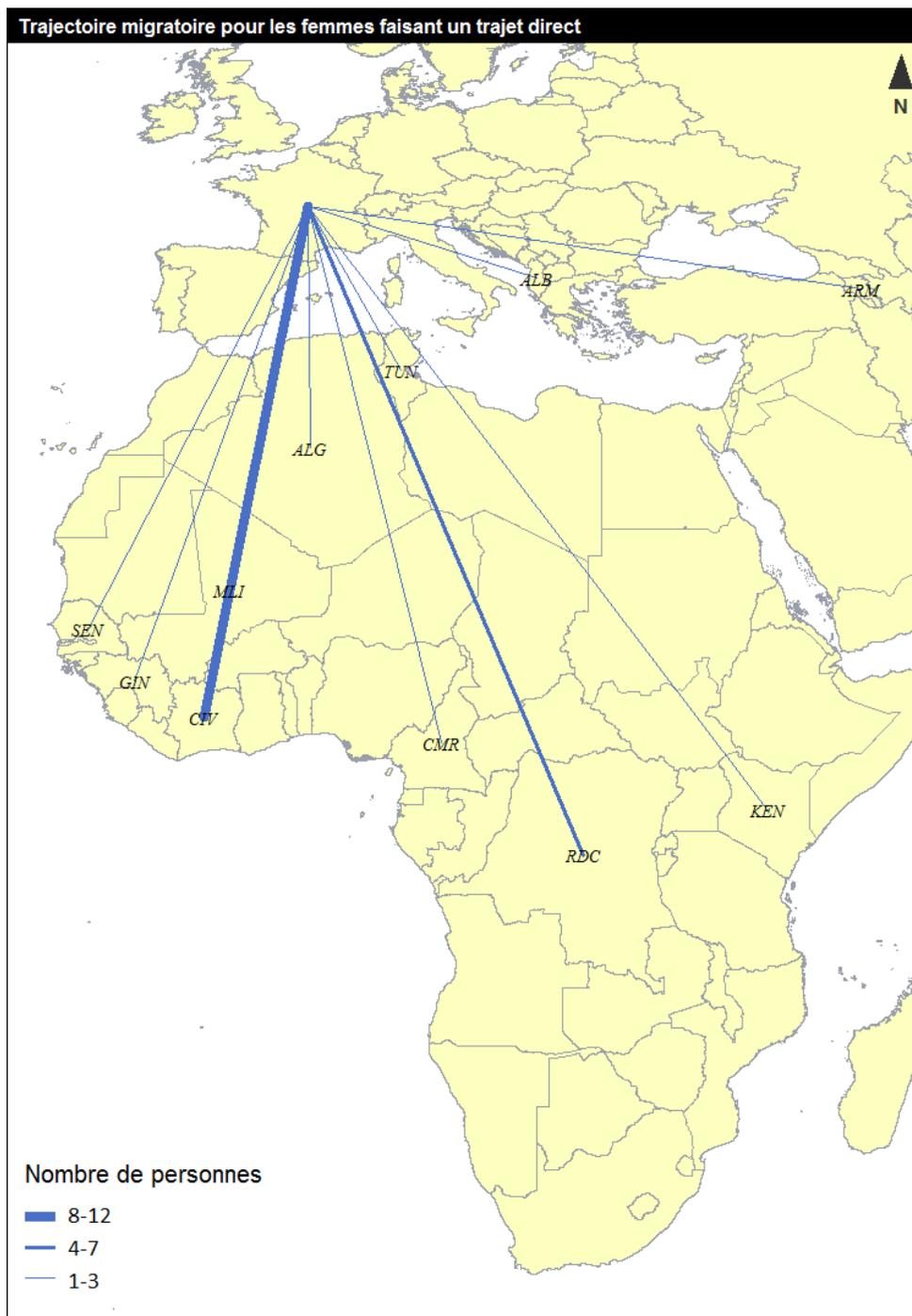
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 donnée manquante

Pour établir la liste des pays, nous avons travaillé à partir de fonds de carte, que nous avons présentés aux femmes. L'idée de procéder ainsi était de s'assurer un meilleur « souvenir » par le côté visuel et concret des pays. Nous avons également demandé les moyens de transports utilisés pour ces trajets, ainsi que les durées des trajets et les temps passés lors des étapes. Compte tenu du mode de récit et des événements difficiles rapportés par les femmes sur ces trajets, ces données sont peu complètes et difficiles à exploiter. Les longs séjours dans des villes sont correctement renseignés, mais les durées des voyages proprement dits sont souvent très approximatives voire inexistantes. La notion de pays traversés ne contient donc pas de référence au temps passé dans ces pays, mais au fait d'y être passée et de l'avoir mentionné lors de la passation du questionnaire.

Pour les femmes n'étant pas arrivées directement, le nombre de pays traversés est très variable, avec un point modal à un, et ensuite à 4. La moyenne s'établit à 2,5 et la moitié des femmes ont traversé deux pays avant d'arriver en France.

Graphique 12. Trajectoire migratoire du pays d'origine à la France dans le cas des trajets directs

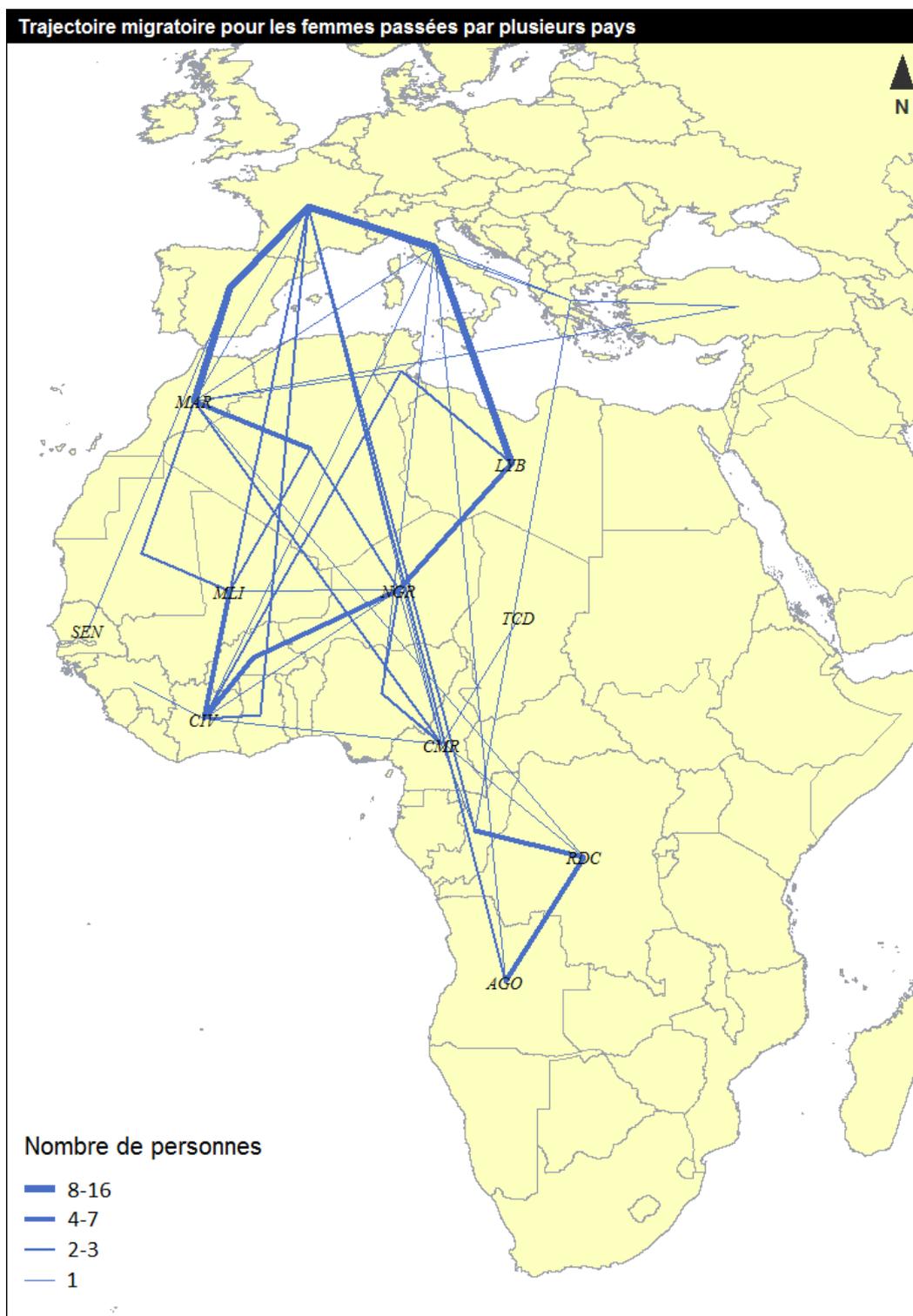


Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore, fonds de carte : Global Administrative Areas : [www.gadm.org/version2](http://www.gadm.org/version2)

Population observée : ensemble des femmes ayant fait un trajet direct (28)

Lecture : Entre 8 et 12 femmes sont parties de Côte d'Ivoire pour rejoindre la France sans passer par d'autres pays

**Graphique 13. Trajectoire migratoire du pays d'origine à la France dans le cas des trajets indirects**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore, fonds de carte : Global Administrative Areas : [www.gadm.org/version2](http://www.gadm.org/version2)

Population observée : ensemble des femmes ayant fait un trajet direct (40)

Lecture : Une femme a effectué le parcours du Sénégal à l'Espagne pendant son trajet, et entre 8 et 16 femmes ont fait le parcours entre l'Espagne et la France. Elles sont entre 8 et 12 également à avoir effectué le trajet entre la Lybie et l'Italie lors de leur parcours migratoire.

La carte ci-dessus représente la multitude et l'hétérogénéité des parcours migratoires de ces femmes, certaines ayant pu s'arrêter (plus ou moins longtemps) au cours de leur route. Les traits les plus épais font toutefois ressortir les routes migratoires principales et le rôle de carrefour migratoire que jouent des pays tels que la Libye, le Maroc et le Nigeria.

#### 2.3.2.4 Temps de présence en France au moment de l'enquête

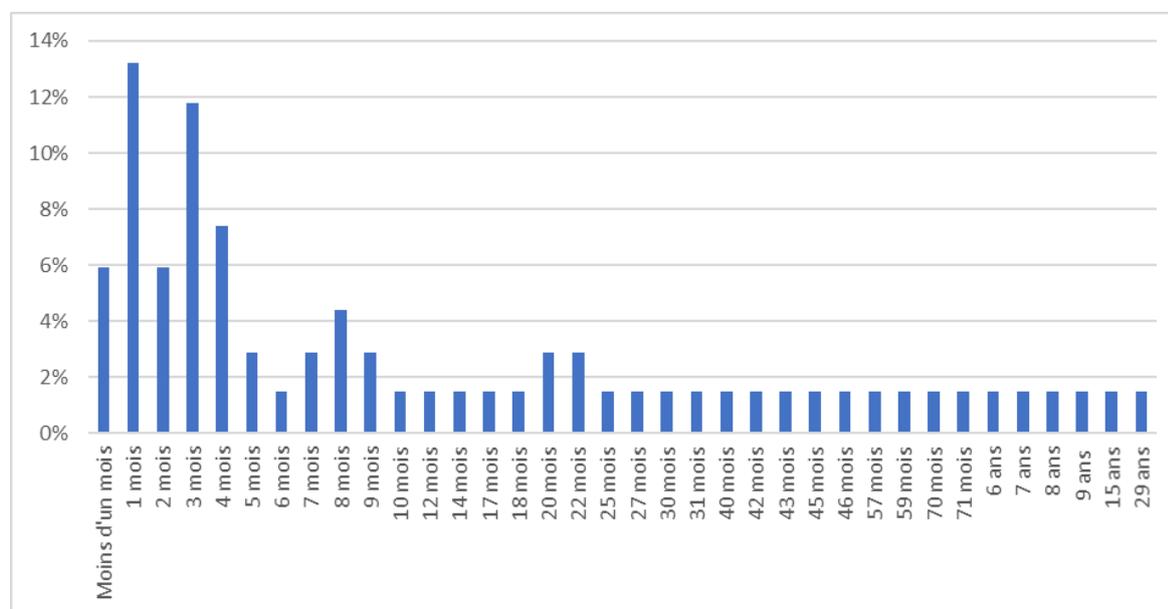
**Tableau 21. Temps de présence en France au moment de l'enquête**

	N	%
<b>MOINS DE 3 MOIS</b>	17	25%
<b>3 À 5 MOIS</b>	15	22%
<b>6 MOIS À 2 ANS (EXCLUS)</b>	17	25%
<b>2 ANS OU PLUS</b>	19	28%
<b>TOTAL</b>	68	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 donnée manquante

Pour les femmes qui ne sont pas nées en France, les durées de présence dans le pays sont assez homogènes. Un peu moins de la moitié de l'échantillon est sur le territoire depuis moins de 6 mois, un quart entre 6 mois et deux ans, et les restantes depuis plus de deux ans. Compte tenu du fait que les femmes interrogées ont été rencontrées à l'ESI, il sera intéressant d'étudier plus en détail le parcours « arrivée en France—temps de logement(s) éventuel(s) avant le 1<sup>er</sup> épisode de rue — recours au dispositif—temps sur le dispositif d'urgence ».

**Graphique 14. Temps de présence en France au moment de l'enquête**



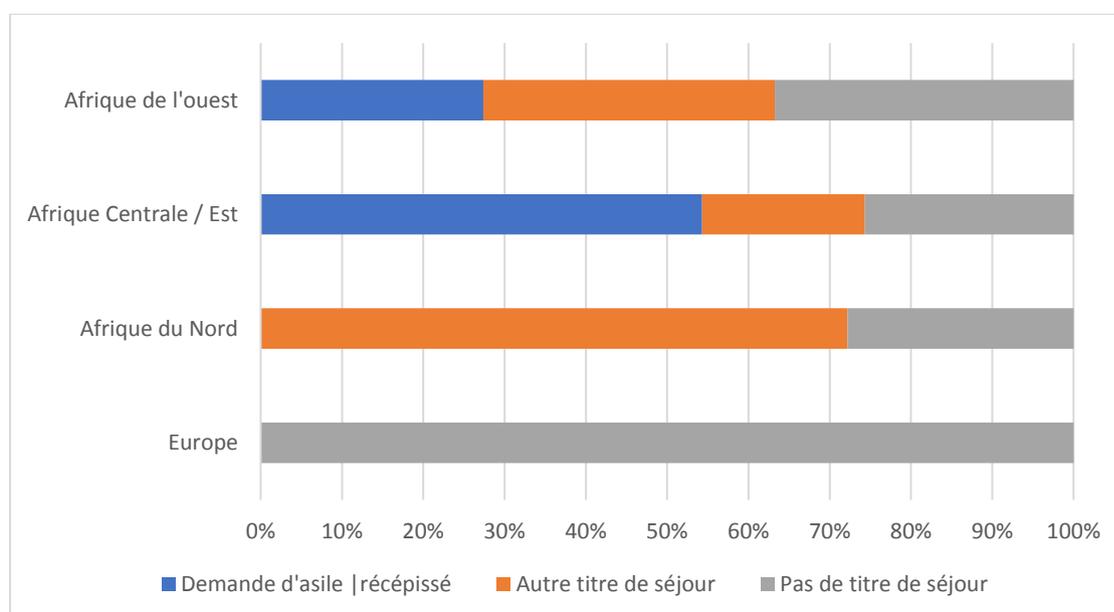
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 données manquantes

### 2.3.2.5 Statut administratif en France

Parmi les 68 femmes non françaises, 39 (six sur dix) ne possèdent pas de titre de séjour valide. Parmi elles, plus de huit sur dix n'en ont jamais eu et trois sur dix déclarent être en cours de démarche. Parmi celles ayant fait le trajet en avion, beaucoup ont voyagé avec des faux papiers, récupérés par les passeurs à la descente de l'avion : nous n'avons pas recensé le nombre exact de ces femmes, mais cette pratique revenait très souvent dans les discours. Comme il n'a pas été possible de traiter en profondeur tous les sujets liés à la migration, nous avons peu abordé la question des passeurs et du fonctionnement des réseaux (contact, prix, mise en œuvre). Cependant, ils sont souvent associés aux épisodes de violence vécus par les femmes qui ont dû faire appel à eux sans toujours avoir eu de solution alternative.

Pour 24 femmes (un tiers), le titre de séjour correspond à un récépissé de demande d'asile. Les autres titres de séjour correspondent à des papiers italiens ou espagnols (3 femmes), à une Autorisation Provisoire de Séjour (1 femme) ou à un titre de séjour pour Vie Privée Vie Familiale (1 femme).

**Graphique 15. Statut administratif au moment de l'enquête, selon la région d'origine**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Les demandeuses d'asile sont originaires pour plus de la moitié d'Afrique Centrale et de l'Est, l'autre partie étant composée des femmes d'Afrique de l'Ouest. Aucune femme européenne ou d'Afrique du Nord n'avait fait de demande d'asile au moment de l'enquête.

### 2.3.3 Parcours « résidentiel » en France

#### 2.3.3.1 Réseau de connaissance lors de l'arrivée en France

Parmi les 68 femmes migrantes enquêtées, moins de la moitié (31, soit 45%) déclarait connaître quelqu'un à son arrivée en France. Parmi elles, sept sur dix (22 / 31) spécifient que cette (ou ces) personne(s) les a (ont) aidées au moment de leur arrivée. Toutefois, dix-sept (soit 8/10) déclarent que cette (ces) personne(s) ne les aide(nt) plus du tout au moment de l'enquête.

L'absence, pour plus de la moitié d'entre elles, de réseau (qu'il soit de nature amicale, familiale, ou compatriotique) sur lequel elles puissent s'appuyer lorsqu'elles arrivent en France est à mettre en regard avec le fait que pour un tiers d'entre elle (24/72), elles n'ont connu ni logement, ni hébergement, même temporaire, à leur arrivée en France (cf. tableau 22). Le fait de n'avoir connu que le dispositif d'urgence n'est pas non plus sans lien avec le fait que, pour un quart d'entre elles, elles sont sur le territoire français depuis moins de 3 mois (cf. tableau 21).

#### 2.3.3.2 Hébergement/logement en France

L'étude comporte une question sur le dernier hébergement/logement que les femmes ont connu juste avant de se retrouver à la rue pour la première fois.

**Tableau 22. Dernier hébergement/logement avant le premier épisode de rue**

	N	%
DANS SON LOGEMENT OU CELUI DU CONJOINT	8	11%
CHEZ DE LA FAMILLE - FAMILLE D'ACCUEIL	7	10%
HÉBERGÉE CHEZ UN AMI	4	6%
HÉBERGÉE CHEZ UN COMPATRIOTE	12	17%
HÉBERGÉE CHEZ UN TIERS	13	18%
DANS UNE CHAMBRE D'HOTEL PAYÉE PAR ELLE MÊME	2	3%
ELLE VENAIT D'ARRIVER EN FRANCE	24	33%
DANS UN ÉTABLISSEMENT INSTITUTIONNEL	2	3%
TOTAL	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

La situation dépend fortement du statut migratoire : parmi les femmes non françaises (68) ayant connu une migration, plus d'un tiers (35%) se sont retrouvées directement sans hébergement/logement personnel à leur arrivée, et donc en situation de faire appel directement au dispositif d'urgence.

Lors d'échanges informels avec des femmes rencontrées à l'ESI, certaines nous ont raconté avoir été laissées seules à l'aéroport ou à la gare. D'autres ont été accompagnées jusqu'à Paris, voire jusqu'à la station de métro Jaurès, c'est-à-dire juste à côté des locaux de France Terre d'Asile (FTDA).

Parmi les femmes ayant migré, 42 % ont été hébergées à leur arrivée en France par un compatriote, un tiers ou un ami. Cet hébergement informel dont on sait très peu de choses est lié soit au fait que la personne connaissait quelqu'un susceptible de l'héberger avant d'arriver, soit l'a rencontré en arrivant (parfois dans la rue, parfois via la communauté nationale et/ou religieuse, notamment par le biais des temples ou églises).

Dans les entretiens passés en août, la question des conditions d'hébergement chez les tiers était abordée :

### Extrait d'entretien

**Q. Et vous dormiez où ? Tout ce temps ?**

R. *Tout ce temps ? wouoh [silence] j'ai, je, franchement si j'avais compté là où j'habitais, c'est beaucoup. Comme on dit chez nous pour rigoler « tu peux compter les cinq, cinq, tu prends les, tu prends les orteils, tu ajoutes encore, non j'étais là là là*

**Q. Des personnes que vous connaissiez comment ?**

R. *[inaudible] D'abord l'église*

**Q. Par l'église ?**

R. *Oui. La majorité des gens que je connais c'est plutôt l'église. Par l'église. Vous êtes familiarisée. « Ah [bon t'es ?] la merde ? -- oui, je suis dans la merde—viens chez moi. Tu peux t'installer [in.] reste autant que tu peux, jusqu'à ce que tu auras tes papiers tu peux partir. » Avant même que tu aies les papiers on te fout dehors [tape dans ses mains]. [Silence] c'est une autre personne.*

### Extrait d'entretien (suite)

**Q combien de temps en moyenne vous restiez ?**

R. *Ah. 6 mois, 3 mois, une année...*

**Q. C'est pas mal déjà une année**

R. *Eh, une année de galère, tu vois des fois euuuh l'année dernière, non, l'année... en 2014 (...) Parce que là où j'habitais [silence] comme j'ai des problèmes de ronflements à chaque fois on me réveille la nuit « oh non non non, tu vois tu déranges les enfants » ouais machin machin. [in.] ça m'a tellement travaillé, j'ai commencé à penser penser c'est ainsi que j'ai fait de l'hyp...la première fois que j'ai fait de l'hypertension, quand je suis allée voir mon médecin il m'a dit « B. c'est la première fois, c'est quoi ça ? » j'ai dit « là où je suis c'est la galère ». Après deux mois...*

**Q. Pourquoi, ça se passait comment les conditions réelles d'hébergement ?**

R. *Aah. Je sais pas si je peux appeler une prison ou bien quoi. Même ton téléphone pour appeler, même si on t'appelle sur ton portable, répondre c'est un problème « [ton véhément] et quoi [toi ?], tu parles au téléphone tu parles au téléphone » moi je dis « mais pour moi le téléphone c'est comme ma thérapie, les [séries ?] le téléphone c'est comme ma thérapie » (...)*

(B., 38 ans)

La séquence résidentielle avant le premier épisode de rue n'a pas été abordée en détail lors de cette enquête, mais elle mériterait un travail plus approfondi : sur le fonctionnement des réseaux qui permettent de trouver ces hébergements, sur les raisons des différentes ruptures d'hébergement qui peuvent être vécues, sur les potentiels allers-retours qui peuvent exister entre la rue et l'hébergement.

### 2.3.3.3 Rupture d'hébergement/logement

Nous avons uniquement demandé la raison principale qui a mené à la rupture de l'hébergement/logement précédant le premier épisode de rue, bien que les motifs soient souvent multiples.

**Tableau 23. Raison principale du départ du dernier hébergement/logement**

	N	%
ELLE NE POUVAIT PLUS PAYER LE LOYER, LES CHARGES, L'HOTEL	3	6%
A CAUSE DE VIOLENCE DE LA PART DU/DE LA CONJOINT(E), PARENT(S), HÉBERGEUR	6	13%
ELLE ÉTAIT EXPLOITÉE PAR LA PERSONNE L'HÉBERGEANT	6	13%
LA PERSONNE L'HÉBERGEANT LUI A DEMANDÉ DE PARTIR OU L'A EXPULSÉE	23	49%
LA COHABITATION S'ÉTAIT DÉGRADÉE	6	13%
AUTRE*	3	6%
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>100%</b>

\*Autre : l'hébergement n'était que pour une seule nuit

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : femmes françaises ou ayant migré, hors celles arrivées directement sur le dispositif, 1 donnée manquante

Parmi les femmes françaises et les migrantes ayant eu au moins un hébergement/logement en France (n=47), la raison principale évoquée comme motif de rupture est que l'hébergeur.se leur a demandé de partir, dans près d'un cas sur deux (23/47). Cette réponse recouvre largement les mêmes réalités que celles évoquées précédemment à propos de la dégradation des conditions de la cohabitation. Certaines nous ont dit avoir dû quitter les lieux à cause des avances du conjoint de la personne les ayant accueillies, ou parce que le temps où elles pouvaient rester avait été défini à l'avance, ou pour des raisons d'exiguïté des lieux.

**Tableau 24. Temps de présence dans le dernier hébergement/logement**

	N	%
MOINS D'UN MOIS	12	28%
HEBERGEE/LOGÉE 1 À 5 MOIS	12	28%
HEBERGEE/LOGÉE 6 MOIS À 2 ANS (EXCLUS)	5	11%
HEBERGEE/LOGÉE 2 ANS OU PLUS	14	33%
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

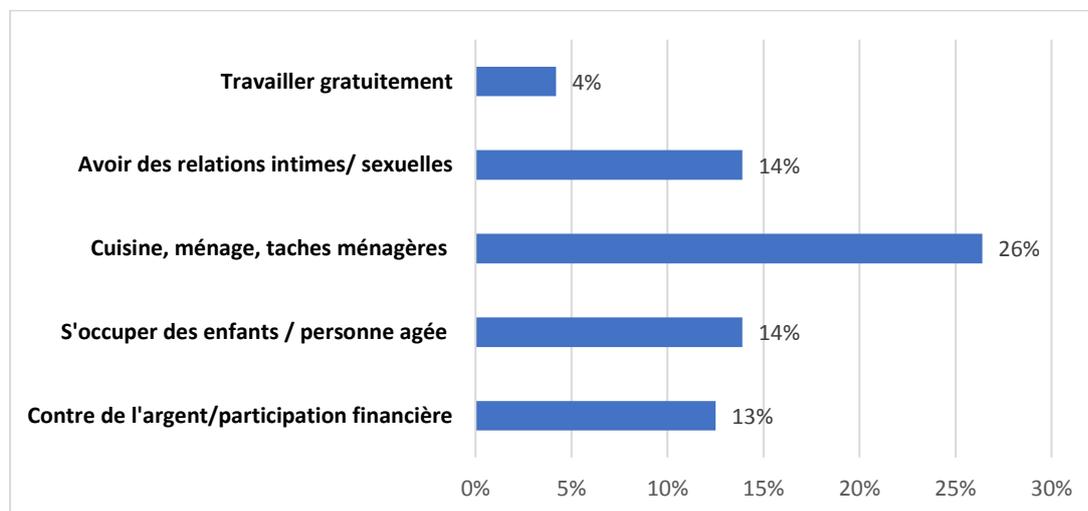
Population observée : femmes ayant migré hors celles arrivées directement sur le dispositif, 4 données manquantes

Lorsqu'elles disposaient d'un logement/hébergement à leur arrivée (43 femmes), les durées dans celui-ci sont variables : 12 y sont restées moins d'un mois et 14 plus de 2 ans. La durée moyenne de ce dernier hébergement/logement s'établit à 18,5 mois, mais la moyenne étant très sensible aux valeurs très faibles et très fortes (ici les femmes françaises ayant eu un logement sur une longue période). La médiane est un meilleur indicateur et elle s'établit à 4 mois, ce qui veut dire que la moitié des femmes sont restées moins de 4 mois dans leur dernier hébergement/logement, et l'autre moitié plus (25% : 0 mois – 75% : 31 mois).

Nous avons demandé aux femmes si des contreparties leur avaient été demandées pour les hébergements ou logements dont elles avaient bénéficié (hors hébergement institutionnel). Près de la moitié d'entre elles nous ont signalé au moins une forme de participation (35 femmes pour 51

contreparties<sup>20</sup>), le fait de cuisiner ou d'effectuer les tâches ménagères gratuitement étant la plus citée (cf. figure 16). Plus d'une femme sur 10 a déclaré s'être occupée des enfants ou personnes âgées ou avoir donné une participation financière contre l'hébergement. La même proportion déclara avoir « échangé » des relations intimes/sexuelles contre un toit.

**Graphique 16. Contreparties demandées pour hébergement/logement<sup>21</sup>**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Ce type de contrepartie soulève la continuité qu'il peut y avoir entre service rendu, exploitation et violences, dans un contexte où les femmes sont maintenues dans une peur constante du fait de la précarité de leur statut administratif, ce qui permet également de contrôler leurs mouvements et souvent de les confiner. Cette question a en effet été l'occasion, pour certaines femmes, de nous expliquer avoir été victimes d'exploitation ou de violences de la part de leurs hébergeurs temporaires. Tandis que l'exploitation se réfère plus au côté domestique, les femmes devant alors prendre en charge la totalité des corvées (« t'es la boniche », nous a dit l'une d'entre elles), s'occuper des repas, du ménage et/ou des enfants, les violences rapportées ici ont un caractère sexuel (agressions, tentative de viol, viol). Parmi les expériences qui nous ont été rapportées, certaines nous semblent véritablement à la limite de la définition légale de l'esclavage moderne. C'est pourquoi nous pensons qu'une étude approfondie des conditions d'hébergement chez des « tiers » apporterait une connaissance nécessaire sur l'étendue de ce phénomène et ses conséquences sur les femmes concernées.

#### 2.3.3.4 Lieux de mise à l'abri la nuit

Les femmes ont également été interrogées sur l'ensemble des lieux où elles avaient passé au moins une nuit depuis la première fois où elles s'étaient retrouvées sans hébergement/logement. Cette question avait pour but de connaître les principales stratégies de mise à l'abri de ces femmes. Six grandes catégories avaient été prévues : les lieux non prévus pour l'habitation, les squats, les tiers connus, les tiers inconnus, un séjour hospitalier et les hébergements institutionnels. Pour les lieux non prévus pour l'habitation, nous avons créé une liste reprenant tous les endroits dont nous avons connaissance (plus d'une trentaine de lieux répertoriés), comme les urgences des hôpitaux, les gares, les parkings, etc. Si une personne nous disait avoir passé des nuits à Gare de Lyon et d'autres à Gare du Nord, nous ne comptons qu'une fois l'occurrence gare SNCF.

<sup>20</sup> Les femmes pouvaient signaler plusieurs formes de contreparties

<sup>21</sup> Les réponses données viennent de plusieurs questions : celle sur le dernier hébergement avant la rue, celles sur les hébergements qu'elles ont pu avoir pendant leur période de rue.

**Tableau 25. Lieux de mise à l'abri différents cités spontanément**

	N	%
1	6	8%
2	14	19%
3	21	29%
4	17	24%
5	5	7%
6	4	6%
7	3	4%
9	2	3%
<b>TOTAL</b>	<b>72</b>	<b>100%</b>

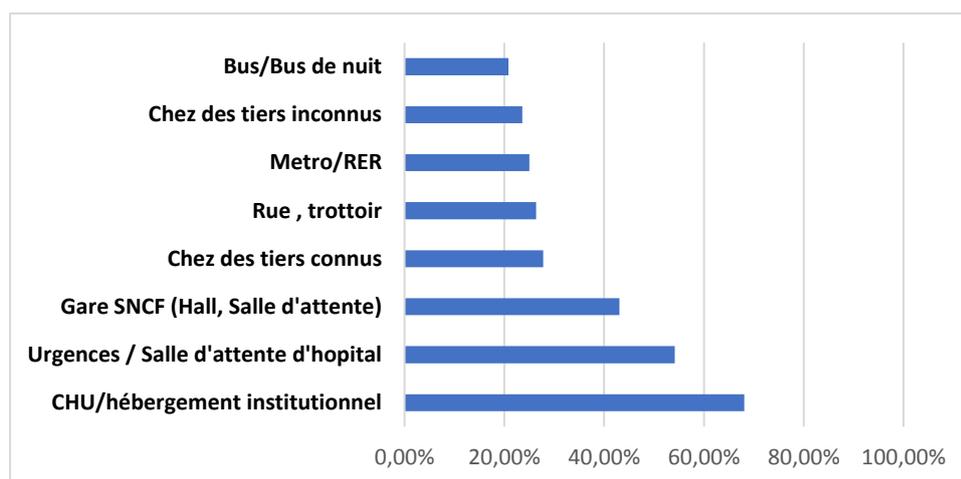
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

Lecture : 17 femmes, soit 74% de l'échantillon citent 7 type de lieux différents de mise à l'abri

Les réponses ont été très variées et les femmes citent entre 1 et 9 types de lieux différents. Les CHU/hébergement d'urgence sont les plus cités (7 fois sur 10), suivis des services d'urgence des hôpitaux et des gares SNCF (plus de 4 fois sur 10). Nous avons choisi de garder sur le graphique suivant uniquement les lieux cités par au moins une femme sur cinq.

**Graphique 17. Principaux lieux de mise à l'abri cités**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Plus d'une femme sur cinq déclare avoir passé au moins une nuit à la rue ou chez des tiers inconnus (avec les risques que cela représente dans les deux cas). Lorsqu'elles n'ont pas réussi à bénéficier d'une place en CHU, les salles d'attente des urgences sont la principale solution de mise à l'abri et en sécurité, et il semble y exister une certaine forme de tolérance de la part des équipes. La gare SNCF est aussi un recours courant pour ces femmes. Elles y restent jusqu'à la fermeture, vers 1h du matin, puis « passent le temps » jusqu'à la réouverture vers 4h30, soit dans les bus de nuit, soit sous les abribus dans le voisinage de la gare. La situation géographique de l'ESI, à 5 minutes à pied de la Gare de Lyon, fait de cette dernière un lieu assez central : lorsque l'ESI n'est pas ouvert (avant 8h30, de 12h30 à 14h, après 20h), un certain nombre de femmes y restent, tentant tant bien que mal de ne pas être expulsées par le service de sécurité. Elles sont plus ou moins tolérées, toujours à la merci d'un gardien, et la règle est de ne pas avoir l'air de « squatter » : pas de position allongée, avoir l'air sur le départ – et ainsi se fondre dans la masse des voyageurs.

**Extrait d'entretien :**

**Q. Où arrivez-vous à dormir un peu ?**

*R. Gare de Lyon.*

**Q. Comment faites-vous ?**

*R. D'habitude je vais me coucher vers 22-23h. Il y a des grands bancs à la Gare.*

**Q. Vous vous allongez ?**

*R. Pas souvent. Ils préfèrent pas. Ils veulent pas donner l'image... je ne suis pas la seule. Souvent je dors assise.*

**Q. Vous arrivez malgré tout à dormir vraiment assise ?**

*R. Oui, une heure ou deux, ou trois, et la Gare de Lyon ferme entre 1h45 et 4h.*

**Q. Vous faites quoi pendant ce temps ?**

*R. J'attends sur un banc d'autobus. Puis je retourne de 4h30 jusqu'à 8h, et je viens prendre le petit-déjeuner ici.*

**Q. Là vous ne dormez pas entre 4h30 et 8h ?**

*R. Non. Des fois j'essaie de m'assoupir, mais il y a beaucoup beaucoup de personnes, de voyageurs, ou des jeunes qui restent aussi à la Gare de Lyon, mais comme je n'ai rien je n'ai pas grand-chose à voler, donc ils ne s'attaquent pas trop à moi. Au contraire il y en a un qui m'a volé mon sac et me l'a redonné. Je ne sais pas ce qu'il avait dans sa tête mais il avait l'air de penser « t'as pas l'air d'avoir grand-chose, on va pas trop te déranger ».*

*(S., 48 ans)*

Beaucoup nous ont rapporté utiliser des « stratégies de dissimulation » pour ne pas être repérées comme vivant à la rue : être bien apprêtée mais pas trop, avoir des vêtements propres, avoir une valise les faisant passer pour une voyageuse lambda qui attendrait son train. Ces stratégies de dissimulation n'empêchent cependant pas les femmes d'être très souvent sollicitées par les hommes, qui leur proposent plus ou moins ouvertement d'échanger des relations sexuelles contre une nuit à l'abri ou de l'argent.

**Extrait d'entretien :**

**Q. Vous n'avez pas du tout été agressée en dormant dehors ?**

*Quand je marchais je rencontrais rarement des gens.*

**R. Mais vous étiez aussi sur des bancs ?**

*Oui, mais très franchement pas beaucoup. A la Gare de Lyon ça commence. C'est sûr qu'il y a des hommes qui accostent pour demander s'ils pouvaient aider. Il y en a qui n'étaient pas subtils et qui demandaient « c'est combien ». Il y a eu des situations où c'était comme « je te vois marcher, tu peux venir, etc. ». J'ai été naïve une fois ou deux, puis je me suis rendue compte que c'était seulement une autre façon d'obtenir des faveurs sans payer.*

**Q. Vous êtes allée chez eux ?**

*R. Deux fois oui, parce qu'ils n'avaient pas l'air comme... Mais je suis partie en courant. C'était pas des agressions, mais quand j'ai vu que c'était un peu louche je suis partie. A partir de là je disais non à tout, à tous.*

**Q. Vous êtes souvent abordée par des hommes ?**

*R. Quelquefois. Aujourd'hui je suis en jupe mais souvent je suis en jean. Je ne suis pas habillée d'une manière provocatrice, donc des fois il y a des gens qui accostent, comme hier soir. Des fois il y en a qui proposent le pacs.*

**Q. Le pacs ?**

*R. Oui, il y en a qui disent je veux être ton ami, je vais te payer l'hôtel. [...].*

*(S., 48 ans)*

La gare de Lyon est aussi un espace de ressources, ne serait-ce que par la possibilité de se connecter au WIFI gratuit, qui permet à celles munies d'un téléphone équipé de pouvoir consulter Internet<sup>22</sup>.

<sup>22</sup> Cet espace a depuis été fermé au public.

### 2.3.4 Le dispositif d'urgence

Au moment de l'enquête, la situation au regard du temps sans hébergement/logement est assez variée, et étroitement corrélée au temps de présence en France pour celles ayant migré. Ainsi, parmi les femmes migrantes arrivées en France depuis plus de 2 ans (19 personnes), 4 sur 10 ont un temps d'errance résidentielle de 2 ans et plus, 4 sur 10 ont un temps d'errance compris entre 6 mois et un an, et 2 sur 10 sont sans hébergement depuis moins de 5 mois.

**Tableau 26. Temps d'errance résidentielle au moment de l'enquête**

	N	%
<b>2 MOIS OU MOINS</b>	23	32%
<b>3 MOIS À 5 MOIS</b>	17	23%
<b>6 MOIS À 2 ANS</b>	22	31%
<b>2 ANS ET PLUS</b>	10	14%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

**Tableau 27. Temps d'errance résidentielle, selon le temps de présence en France**

TEMPS DE PRÉSENCE EN FRANCE	MOINS DE 2 MOIS		3 MOIS À 5 MOIS		6 MOIS À 2 ANS		2 ANS ET PLUS		TOTAL	
<b>DUREE SANS HEBERGEMENT/LOGEMENT</b>										
<b>MOINS DE 2 MOIS</b>	17	100%	2	14%	2	12%	1	5%	22	33%
<b>3 MOIS À 5 MOIS</b>	0	0%	12	86%	1	6%	3	16%	16	24%
<b>6 MOIS À 2 ANS</b>	0	0%	0	0%	14	82%	8	42%	22	33%
<b>2 ANS ET PLUS</b>	0	0%	0	0%	0	0%	7	37%	7	10%
<b>TOTAL</b>	17	100%	14	100%	17	100%	19	100%	67	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 1 donnée manquante

Au fur et à mesure que le temps de présence en France augmente, on voit apparaître des situations plus variées, où les temps d'errance sans hébergement/logement peuvent être à la fois très longs ou très courts. Certaines arrivent en effet directement « à la rue », d'autres cohabitent pour des durées plus ou moins longues avec de la famille, des connaissances, des réseaux d'hébergement informels et ne se retrouvent sans logement que lorsque la cohabitation prend fin, quelle que soit la raison. Cet hébergement « chez des tiers » est précaire, il s'agit souvent d'arrangements qui peuvent prendre fin de façon brutale et envoyer vers le dispositif de premier accueil des personnes présentes sur le territoire depuis longtemps.

### 2.3.4.1 Le recours au 115<sup>23</sup>

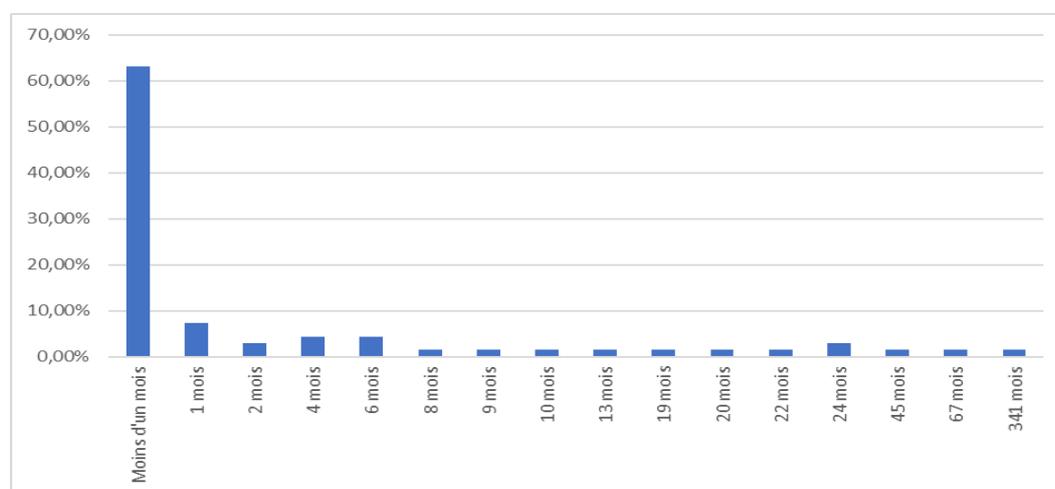
Sur les 72 femmes interrogées, 70 ont déjà fait appel au 115 au cours de leur parcours.

**Tableau 28. Durée de la période d'errance avant le recours au 115**

	N	%
<b>A APPELÉ LE 115 DÈS LA RUPTURE D'HÉBERGEMENT</b>	43	63%
<b>ERRANCE DE MOINS DE 5 MOIS</b>	10	15%
<b>ERRANCE DE 6 MOIS OU PLUS</b>	15	22%
<b>TOTAL</b>	68	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant contacté le 115, 2 données manquantes

**Graphique 18. Durée de la période d'errance avant le recours au 115, en mois**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

On voit que pour la grande majorité, le recours au 115 est très rapide et s'opère moins d'un mois après qu'elles se sont retrouvées sans logement. Toutefois, près d'un quart d'entre elles font état d'une errance de 6 mois ou plus avant d'avoir composé le 115.

**Tableau 29. Mode de découverte du 115**

	N	%
<b>PAR L'ESI</b>	14	20%
<b>UNE PERSONNE DANS LA RUE</b>	14	20%
<b>PAR UNE COMPATRIOTE/TIERS</b>	12	17%
<b>AUTRE*</b>	10	14%
<b>PAR UNE AUTRE ASSO</b>	8	12%
<b>PAR UN TIERS</b>	6	9%
<b>A L'HOPITAL</b>	5	7%
<b>TOTAL</b>	69	100%

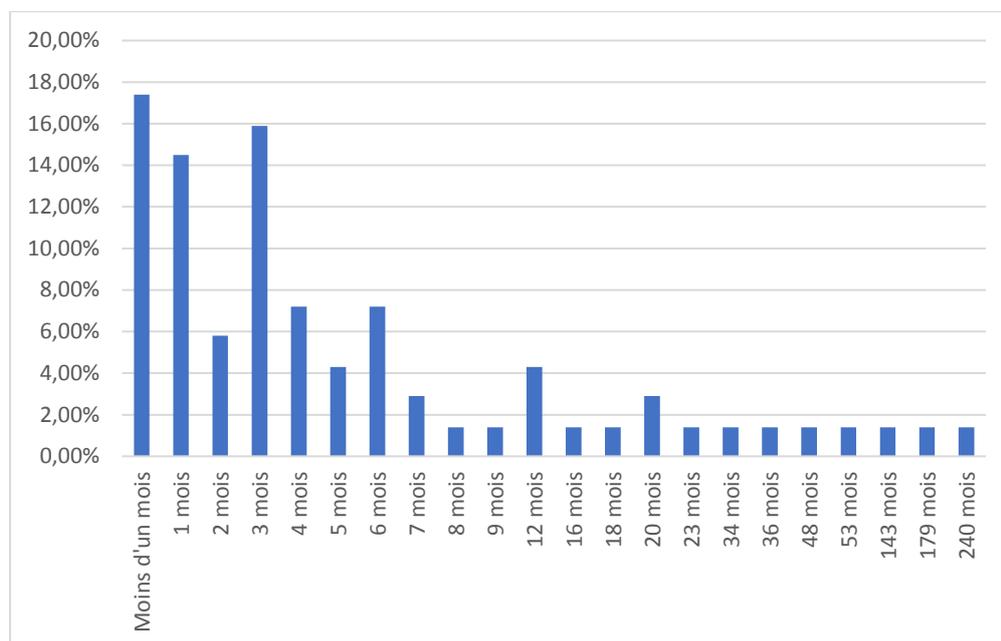
\*Autre : Comede, médecin, assistante sociale, personne du pays d'origine, commissariat, mairie d'arrondissement, au travail

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant contacté le 115, 1 donnée manquante

<sup>23</sup> Par souci de concision nous appelons 115 le 115 de Paris.

Les femmes ont eu connaissance du 115 soit via leur réseau (27%), la Halte Femme (20%) ou une personne dans la rue (20%).

**Graphique 19. Temps écoulé entre le 1er appel au 115 et le moment de l'enquête**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Ce temps a été calculé en faisant la différence entre la date du premier appel au 115 et la date de l'entretien. Près d'une femme sur 5 avait appelé le 115 pour la première fois dans le mois de l'enquête, et la moitié dans les 3 mois. La précision sur la date de 1<sup>er</sup> appel était demandée au mois, et non au jour, et il est donc impossible de calculer avec exactitude le nombre de personnes arrivées sur le dispositif 115 moins d'un mois avant le début de l'enquête. À l'autre extrémité, près d'une femme sur cinq a fait appel au 115 pour la première fois plus d'un an avant l'enquête, et une sur 10 plus de deux ans avant. Lors de la passation, nous avons cependant remarqué que certaines femmes avaient un souvenir très précis de leur premier appel au 115, comme celui du jour exact de leur arrivée en France.

**Tableau 30. Fréquence du recours au 115**

	N	%
<b>N'A JAMAIS APPELÉ</b>	2	3%
<b>N'APPELLE PLUS</b>	5	7%
<b>TOUS LES JOURS</b>	51	73%
<b>5-6 FOIS PAR SEMAINE</b>	3	4%
<b>MOINS DE 4 FOIS PAR SEMAINE</b>	6	9%
<b>PREMIER APPEL</b>	4	4%
<b>TOTAL</b>	71	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 1 donnée manquante

Près des trois quarts des femmes appellent le 115 tous les jours et, parmi ces appelantes quotidiennes, 85% appellent plusieurs fois par jour. Cette proportion réaffirme la place centrale du numéro d'urgence dans le quotidien de ces femmes et de leur quête d'un lieu pour dormir le soir.

Le recours au 115 est cependant un moment éprouvant pour les femmes : notre présence prolongée sur l'ESI a délié bien des langues sur les expériences vécues et des situations ubuesques nous ont été rapportées. Le fonctionnement du 115 et la distribution des (quelques) places de manière échelonnée

dans la journée contraignent les femmes à réitérer plusieurs fois leur appel, au prix de longues attentes très souvent déçues. Premier appel à 7 heures, « pas de place—rappelez à 11h ». À onze heures, après parfois plus d'une demi-heure d'attente, même réponse « rappelez vers 14h », et ainsi de suite jusqu'à ce que les femmes aient à faire le choix soit d'aller au Chapsa (départ de l'ESI vers 15h45), soit de continuer à appeler, avec le risque de ne pas avoir de place et de devoir passer la nuit dans une gare ou à l'hôpital. En dépit des conditions d'accueil pas toujours à la hauteur (cafards et punaises de lit, pas de chauffage, pas d'eau chaude, etc.), avoir une place au 115 est considéré comme le Graal.

#### Extrait d'entretien

[...] Et il y a des fois où il y a des chambres. Mais en fait quand tu commences à appeler le 115, au début tu ne comprends pas. Tu as la tendance qu'il t'héberge. Même si ils t'expliquent, tu souffres, tu ne vas pas comprendre. C'est pas que tu ne veux pas comprendre. Mais il y a trop de nuages. Et l'explication ça peut te.... C'est difficile que quelqu'un te fasse comprendre. Et effectivement ils te donnaient deux jours, trois jours. Moi j'ai eu beaucoup de problèmes à un moment donné avec eux au téléphone hein ! Parce que quand ils me disaient « rappelez le soir », je rappelle, madame, pardon, on est là, pendant l'hiver rappelle à 20h, à 22h. Il y a la Chapsa. Ça fait peur la Chapsa : c'est la dernière de secours mais ça fait peur !! Il y a d'autres qui ne peuvent pas dormir. Moi quand j'y suis allée je n'ai pas pu dormir comme ça ! J'avais peur ! Mais c'est bien, tu es en sécurité, mais tu as peur !

Mais le 115 t'a dit « 19h », et à 19h il te reporte à 21h, 21h, tu n'as pas de place. Tu ne connais personne.

#### Q. Et dans ce cas-là, comment ça se passe ?

R. Comment ça se passe ? Tu approches à la gare de Lyon. Si vous vous promenez la nuit, vous verrez le nombre de femmes qui sont dehors. C'est là où vous saurez qui aider et qui ne pas aider. Là. Dans les gare, du Nord, de Lyon.

(P., 33 ans)

**Tableau 31. Ancienneté du premier recours au 115**

	N	%
N'A JAMAIS APPELÉ	2	3%
N'APPELLE PLUS	5	7%
APPELLE DEPUIS MOINS DE 3 MOIS	26	37%
APPELLE DEPUIS 3 MOIS OU PLUS	38	54%
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes interrogées, 1 donnée manquante

On voit d'ailleurs que sur l'ensemble de l'échantillon, elles ne sont que 5 à ne pas/plus appeler le 115.

**Tableau 32. Ancienneté du recours au 115, selon si déjà hébergée ou non par le 115**

TEMPS SUR LE DISPOSITIF	DÉJÀ HEBERGÉE 115		JAMAIS HEBERGÉE		TOTAL	
N'APPELLE PLUS	5	100%	0	0%	5	100%
APPELLE DEPUIS MOINS DE 3 MOIS	16	61%	10	39%	26	100%
APPELLE DEPUIS 3 MOIS OU PLUS	35	92%	3	8%	38	100%
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>81%</b>	<b>13</b>	<b>19%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes interrogées, 3 données manquantes

Sur l'ensemble des femmes interrogées, 8 femmes sur 10 ont déjà été hébergées au moins une fois par le 115, parmi lesquelles un peu moins d'une sur 10 ont un hébergement en cours (pour une nuit ou plus) au moment de l'enquête. Parmi les femmes présentes sur le dispositif depuis plus de 3 mois, elles sont 9 sur 10 à avoir déjà été hébergées. Ce taux n'est que de 60% lorsqu'elles font appel au 115 depuis moins de 3 mois. Bien qu'il y ait une forte corrélation entre le temps passé sur le dispositif et la probabilité d'avoir été hébergée, la sollicitation du 115 ne rend pas systématique l'accès à l'hébergement lors des premiers moments puisque, parmi les femmes qui appellent depuis moins de trois mois, près de 4 sur 10 n'ont jamais été hébergées au moment de l'enquête.

Du côté du SIAO Urgence, 12% des femmes déclarent avoir déjà été hébergées par ce service. Elles sont 15% à ne pas le connaître, ce qui s'explique par le fait que la sollicitation peut être faite par l'équipe de l'ESI. Ce filtre institutionnel crée, pour certaines, une difficulté à cerner la différence entre le 115 et le SIAO Urgence.

#### 2.3.4.2 La centralité de l'ESI dans le dispositif dédié aux femmes seules

Comme déjà évoqué, l'ESI est un point-ressource central dans le dispositif de veille sociale et de premier accueil pour les femmes seules, puisque c'est le seul à leur être exclusivement dédié. Si la moyenne du nombre de femmes accueillies quotidiennement se situait autour de 80 pour l'année 2016, lors de notre présence sur le terrain en novembre et décembre 2016, nous avons pu constater que ce chiffre est certainement beaucoup plus élevé en période hivernale, et lorsque les conditions climatiques sont difficiles. Nous avons vu des journées à plus de 130 passages.

**Tableau 33. Mode de découverte de l'ESI**

	N	%
<b>PAR LE 115</b>	30	42%
<b>AUTRE ASSOCIATION</b>	10	14%
<b>MARAUDE</b>	2	3%
<b>HOPITAL</b>	4	6%
<b>COMPATRIOTE</b>	9	12%
<b>UN TIERS QUI M'A HÉBERGÉE</b>	13	18%
<b>UNE PERSONNE DANS LA RUE</b>	3	4%
<b>NSP</b>	1	1%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

Les femmes ont connu l'ESI d'abord par le 115 (42%), puis par un tiers (18%) et par une autre association (14%). Le 115 de Paris est de fait le premier orienteur sur la structure.

**Tableau 34. Délai entre la rupture d'hébergement et le 1<sup>er</sup> passage à l'ESI**

	N	%
<b>DÈS LA RUPTURE D'HEBERGEMENT</b>	38	54%
<b>ERRANCE DE MOINS DE 5 MOIS</b>	16	23%
<b>ERRANCE DE 6 MOIS OU PLUS</b>	16	23%
<b>TOTAL</b>	70	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 2 données manquantes

Le délai de recours à la Halte Femmes est également très court, puisque plus d'une femme sur deux déclare être venue moins d'un mois après la rupture d'hébergement/logement. Ceci s'explique par le

fait que près de deux tiers des femmes interrogées ont appelé le 115 dès la rupture d'hébergement, et que le 115 oriente prioritairement les primo-appelantes vers la structure lorsque leur situation le nécessite.

**Tableau 35. Durée de fréquentation de la Halte Femmes**

	N	%
<b>MOINS D'UN MOIS</b>	15	21%
<b>1 À 3 MOIS</b>	17	24%
<b>3 MOIS À 1 AN</b>	28	39%
<b>UN AN OU PLUS</b>	12	17%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées.

77,5% des femmes interrogées fréquentent l'ESI depuis 6 mois ou moins. La moitié des femmes interrogées viennent à la l'ESI depuis moins de 3 mois. De la même façon, les temps de fréquentation déclarés sont corrélés avec les temps passés sans hébergement. La moitié des femmes de l'enquête avait passé moins de 4,5 mois sans logement. Nous n'avons pas pu le mesurer dans le cadre de l'enquête, mais il semble que le public de la Halte Femmes se renouvelle par tranche de 6 mois environ, selon l'expérience de l'équipe. Ce cycle serait lié à celui de la période hivernale et des ouvertures de places d'hébergement supplémentaires. Les femmes intègrent des hébergements et réduisent leurs venues sur la structure, voire n'y viennent plus du tout.

**Tableau 36. Fréquence du passage à l'ESI**

	N	%
<b>1ERE FOIS</b>	8	13%
<b>TOUS LES JOURS</b>	42	59%
<b>5-6 FOIS PAR SEMAINE</b>	5	7%
<b>3-4 FOIS PAR SEMAINE</b>	10	14%
<b>1-2 FOIS PAR SEMAINE</b>	4	6%
<b>MOINS D'UNE FOIS PAR SEMAINE</b>	1	1%
<b>TOTAL</b>	70	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 2 données manquantes

Mais durant leur période de fréquentation du lieu, à partir du premier passage, celle-ci est assidue pour deux tiers d'entre elles, puisqu'elles viennent tous les jours ou presque. Comme la plupart des ESI, la Halte Femmes accueille inconditionnellement et la présence dans la structure est libre : la plupart des femmes que nous avons interrogées y passent donc une grande partie de leur journée, surtout, comme nous l'avons écrit plus haut, lorsqu'elles n'ont pas d'hébergement stable.

#### **Extrait d'entretien**

**Q. Et ça faisait combien de temps que vous étiez dans ce parc ?**

*R. Je partais, mais ce n'était pas habituel. Je partais parfois dans le parc de Stalingrad, ou à Stalingrad. Je fais semblant et je reste dans la salle d'attente du métro. Ou je plantais à la Pigalle. Où je peux, au moins si je peux dormir dans une station. Il y avait aussi un café vers la Bastille. Si je n'ai qu'un ou deux euros, je suis sauvée. Je sais que je peux prendre quelque chose de chaud, profiter un peu de l'abri, même si on sait que ce sera pour une ou deux heures, c'est bon.*

*Et quand j'ai connu la Halte, une chance que je l'ai connue parce qu'il y a eu beaucoup beaucoup de choses et je n'en pouvais plus, je ne tenais plus, et je me suis dit je ne peux plus tenir, ça sert à rien que*

je vive. Et c'est le 115 qui m'a envoyée ici. [...] Quand je suis arrivée c'était fermé, et le lendemain on m'a accueillie. Je ne peux pas oublier le premier jour où j'ai franchi la porte. C'est comme si j'ai retrouvé une famille. Pour moi c'est ici.

Pour moi c'est comme une famille. Quand je suis arrivée tout le monde était très gentil avec moi. Et bizarrement il y avait une fille qui était très gentille avec moi, et c'était celle avec qui je partage la chambre aujourd'hui. [...] J'ai expliqué ma situation, j'expliquais ce que je ressentais, et c'est la première fois de sentir qu'on m'a écoutée, depuis que mon mari était décédé, vraiment. On m'a écoutée, on m'a laissé parler. Et je transpirais même. Après sont venues les aides. Parce qu'ils nous aident beaucoup pour une femme, quand vous êtes dehors.

Tout ce qui nous manque ici, c'est des endroits où mettre nos valises. Quand nous sommes dehors, quand on se trimballe dehors, que l'on fait les bus de nuit. »

(L., 36 ans)

Nous avons cherché à savoir si les femmes interrogées fréquentaient d'autres lieux que la Halte Femmes.

**Tableau 37. Connaissance et fréquentation d'autres structures d'accueil de jour**

	N	%
<b>MAISON DES FEMMES</b>	21	30%
<b>ACCUEIL DE JOUR OU ASSOCIATION</b>	8	12%
<b>JE N'EN CONNAIS PAS D'AUTRES</b>	23	33%
<b>NON</b>	21	30%
<b>TOTAL</b>	73	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, réponses multiples

Près des deux tiers d'entre elles ont répondu non, ou bien qu'elles n'en connaissaient pas d'autre. Un tiers va à la Maison des Femmes, rue de Charenton, qui se trouve à quelques centaines de mètres de la Halte, mais dont le « profil » d'accueil est différent de celui de l'ESI<sup>24</sup>. Ces résultats confirment donc que la Halte est un lieu central. Il aurait été intéressant de savoir si l'accueil non mixte, à la différence des autres ESI parisiens, était une des raisons de la fréquentation, ou s'il s'agit d'un « biais » lié à l'orientation assez systématique par le 115 des femmes vers la structure.

#### 2.3.4.3 Les maraudes

Autre maillon important de la veille sociale, les maraudes sont pourtant relativement méconnues par le public interrogé. Ainsi, seule 1 femme sur 5 a déjà vu une maraude, 65% n'en ont jamais vu, et 15% ne les connaissent pas.

**Tableau 38. Connaissance des maraudes : la personne a-t-elle déjà été rencontrée ?**

	N	%
<b>OUI</b>	14	20%
<b>NON</b>	45	65%
<b>NE CONNAIT PAS</b>	10	14%
<b>TOTAL</b>	69	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 2 données manquantes

<sup>24</sup> La Maison des Femmes est « une association féministe de terrain pour les droits des femmes » qui propose un accueil ouvert à toutes 4 jours par semaine, des permanences juridiques, des actions contre les violences faites aux femmes, et d'autres activités.

#### 2.3.4.4 Focus sur les quatre nuits précédant l'enquête : type d'hébergement et sommeil

Afin de mieux caractériser les lieux d'hébergement et les stratégies de mise à l'abri, nous avons demandé aux 72 femmes ne nous dire, le jour de l'enquête, où et comment elles avaient passé les quatre nuits précédentes. **Cela nous permet de pouvoir analyser 286 nuitées effectivement renseignées (sur 288 possibles<sup>25</sup>).**

**Tableau 39. La nuit a-t-elle été passée en hébergement ?**

	N	%
<b>OUI</b>	151	53%
<b>NON</b>	135	47%
<b>TOTAL</b>	286	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des nuitées 4 x 72 femmes = 288, 2 données manquantes

On observe que près de la moitié des nuitées ont été passées sans hébergement.

**Tableau 40. Type d'hébergement si nuit passée en hébergement**

	N	%
<b>CHU/HOTEL VIA LE 115</b>	67	44%
<b>CHAPSA</b>	73	48%
<b>AUTRE*</b>	11	8%
<b>TOTAL</b>	151	100%

\*logement personnel/Comede/domicile du conjoint/foyer de sœurs

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des nuitées en hébergement, 0 donnée manquante

Nous avons séparé les nuitées obtenues via le 115 de celles passées au Chapsa, puisque les modalités d'obtention sont différentes. Les nuits passées en CHU sont donc plus nombreuses au sein de cette structure que via le 115. Il est à noter que le Chapsa a récemment augmenté (de 68 à 97<sup>26</sup>) le nombre de places dédiées aux femmes, du fait de l'augmentation de la fréquentation de ces dernières.

Nous avons ensuite demandé aux femmes, pour chacune des quatre nuits précédant l'enquête, si elles avaient dormi, quel que soit le lieu où elles avaient passé la nuit, et le temps qu'elles avaient dormi.

**Tableau 41. Déclarent avoir dormi – 4 nuitées précédant l'enquête**

	N	%
<b>OUI</b>	173	64%
<b>NON</b>	99	36%
<b>TOTAL</b>	272	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des 4 nuitées précédant l'enquête

Parmi la totalité des quatre nuitées précédant l'enquête, près d'un tiers ont été passées sans que les femmes interrogées aient dormi. Les résultats sont toutefois à nuancer en fonction du lieu où la nuit a été passée.

<sup>25</sup> Les deux nuits manquantes concernent une femme arrivée en France seulement 2 jours avant l'enquête.

<sup>26</sup> Communication interne

**Tableau 42. Qualité du repos selon le type d'hébergement obtenu ou non**

	A DORMI		N'A PAS DORMI		TOTAL	
<b>CHU OBTENU VIA 115</b>	53	91%	5	9%	58	100%
<b>CHAPSA</b>	55	77%	16	23%	71	100%
<b>SANS HEBERGEMENT</b>	32	31%	70	69%	102	100%
<b>"NON INSTITUTIONNEL"</b>	33	80%	8	20%	41	100%
<b>TOTAL</b>	173	64%	99	36%	272	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des 4 nuitées précédant l'enquête, 14 données manquantes

Les hébergements obtenus via le 115 — pour ceux donnés à la nuitée ou pour quelques jours — ont toujours été présentés par les répondantes comme les plus « confortables », notamment et en priorité les places au CHU Romain Rolland. Dans une moindre mesure, les chambres d'hôtel, dont le point positif est qu'elles sont données en général pour deux, trois, voire sept nuits, mais dans lesquelles les problèmes de nuisibles (punaises de lit) ont fréquemment été dénoncés.

Pour les nuits passées sans hébergement, sans surprise ne pas dormir est très fréquent. Les femmes nous ont raconté essayer de somnoler un peu, soit à la gare, soit dans les hôpitaux, mais souvent il leur est interdit de s'allonger, ce qui engendre ensuite des problèmes de santé (jambes gonflées et douloureuses). La fatigue est donc, pour beaucoup, constante, et la Halte leur permet de trouver un peu de repos.

Le tableau suivant présente les résultats non plus au niveau des nuitées, mais des personnes.

**Tableau 43. Nombre de nuits où la personne a été hébergée et où elle a dormi**

	A ÉTÉ HÉBERGÉE		A DORMI	
<b>0</b>	19	26%	11	15%
<b>1</b>	12	17%	15	21%
<b>2</b>	6	8%	6	8%
<b>3</b>	13	18%	14	19%
<b>4</b>	22	31%	26	36%
<b>TOTAL</b>	72	100%	72	100%

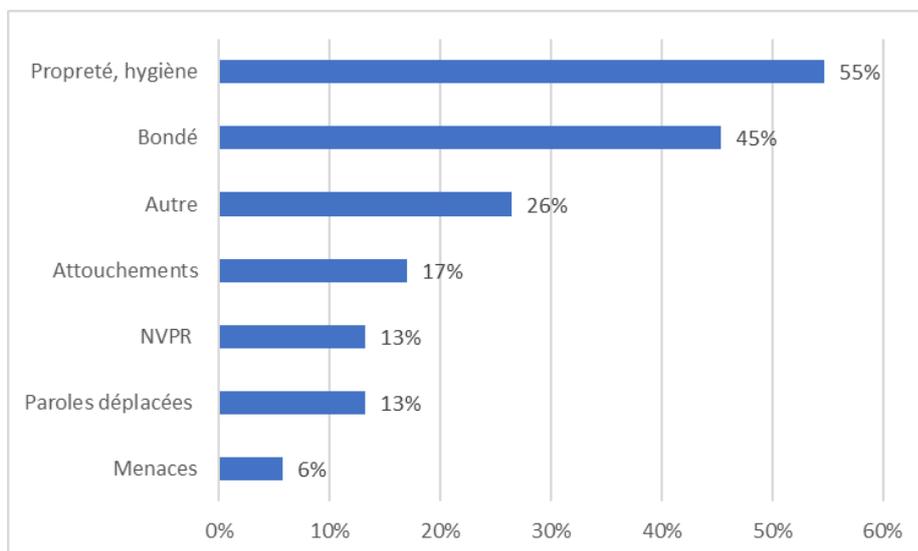
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

**Un peu plus d'un quart des femmes interrogées n'avait eu aucune nuit d'hébergement les quatre jours précédant l'enquête. A contrario, moins d'un tiers avait bénéficié de 4 nuits consécutives.** Parmi les femmes ayant obtenu au moins un hébergement sur cette période, seulement 40% l'ont eu via le 115. Les données concernant le Chapsa sont similaires : 42% des femmes ayant eu au moins une nuit d'hébergement l'ont eu au centre de Nanterre.

### 2.3.4.5 Conditions de transport vers le Chapsa de Nanterre

Suite à des remontées d'informations au 115 par des femmes le fréquentant, nous avons posé une question sur les conditions de transport vers ce centre —organisé et géré par la Bapsa<sup>27</sup> depuis la Porte de la Villette.

**Graphique 20. Types de problèmes rencontrés dans les bus du Chapsa**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : 53 femmes ayant dormi au moins une fois au CHAPSA dans les 15 derniers jours

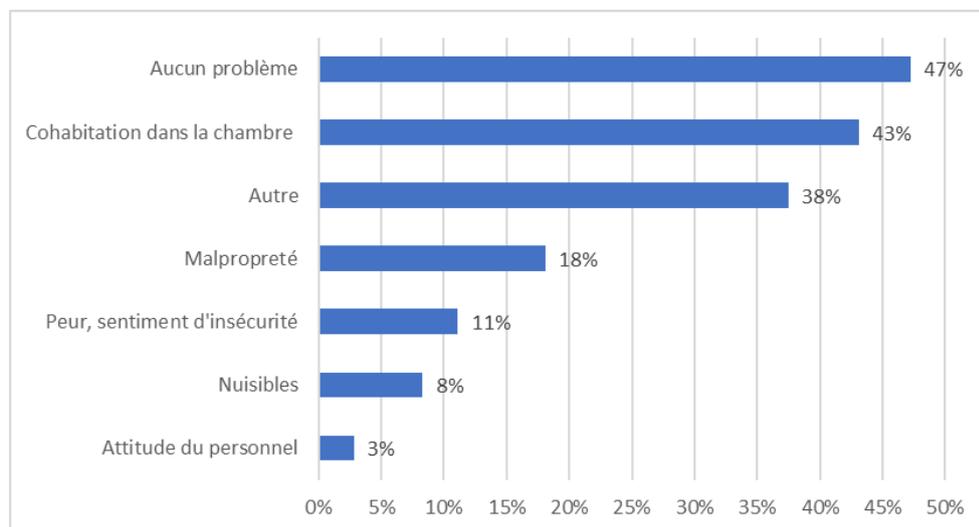
Parmi les femmes ayant été hébergées au moins une fois au Chapsa durant les 15 nuits précédant l'enquête, plus de la moitié ont cité, parmi les problèmes rencontrés, des problèmes d'hygiène et d'odeurs liées à la promiscuité imposée. Dans la continuité de cette dernière, près d'une femme sur 5 a déclaré avoir subi des attouchements pendant le transport en bus, et près d'une sur 20 a déclaré avoir fait l'objet de menaces de la part d'un des usagers.

<sup>27</sup> La Brigade D'assistance aux Personnes Sans-Abri de la préfecture de Police, qui effectue également des maraudes quotidiennes.

### 2.3.4.6 Problèmes rencontrés dans les hébergements

Une question a également été posée sur les éventuels problèmes rencontrés dans les hébergements au sein desquels les femmes interrogées avaient passé les quatre nuits, ainsi que dans le dernier hébergement fourni par le 115 ou le SIAO Urgence.

**Graphique 21. Types de problèmes rencontrés dans les hébergements (Chapsa / 115)**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

78% des femmes interrogées ont déjà dormi une fois en hébergement via le 115, et 74% au Chapsa. La moitié des femmes interrogées ont déclaré n'avoir pas eu de problème avec les hébergements obtenus. Les problèmes de cohabitation dans la chambre concernent en grande majorité les nuits au Chapsa. Beaucoup des femmes nous ont rapporté la difficulté de devoir partager les dortoirs de 4 avec des personnes que l'on pourrait qualifier comme étant en souffrance psychique, et dont le comportement empêche les autres de dormir. Les stratégies d'évitement consistent à essayer de former une chambre de 4 avec des personnes connues et d'arriver groupées au moment de l'obtention de la chambre au centre.

### 2.3.5 Vie Quotidienne

Nous avons posé des questions sur la vie quotidienne : déplacements, repas, hygiène, santé. Ces questions avaient pour but d'éclairer un peu mieux les différents aspects de la vie quotidienne de ces femmes, en dehors de leur recherche continue d'hébergement. Comment fait-on, quand on n'a pas ou très peu de ressources, une situation administrative précaire et pas de toit, pour se débrouiller au quotidien ? N'importe quelle démarche, y compris celle de se nourrir, implique des déplacements. L'accès au soin est conditionné à l'obtention d'une couverture sociale et l'accès au marché du travail à celle d'une situation régulière, condamnant ces femmes au marché noir des petits boulots, quand elles arrivent à en trouver.

#### 2.3.5.1 *Se déplacer*

Quarante-trois femmes (61%) possèdent un Pass Navigo. Celui-ci est chargé au moment de l'enquête pour les deux tiers d'entre elles. Lorsqu'elles n'en ont pas ou que celui-ci n'est pas chargé, 57% déclarent acheter des tickets, 13% se déplacent à pied, 69% fraudent et 14% limitent leurs déplacements (les réponses pouvaient être multiples, ce qui explique que le cumul des pourcentages soit supérieur à 100%). La question du déplacement est pourtant centrale et vitale à bien des égards : dormir, manger, se laver, faire ses démarches, toutes ces actions nécessitent de pouvoir se déplacer. La suppression de la Réduction Solidarité Transports liée à l'AME<sup>28</sup>, qui permettait aux bénéficiaires de se déplacer pour un peu moins de 20 euros par mois, a fortement compliqué le quotidien de toutes celles qui sont en situation irrégulière. Charger le Pass Navigo est le premier poste de dépenses cité, quel que soit le montant des ressources. Être en règle, c'est éviter les contrôles et la police, et c'est éviter les amendes de la RATP, dont on a rappelé les montants élevés. C'est une préoccupation constante, comme nous avons pu en être témoins chaque jour ou presque à l'ESI : les femmes n'ayant pas obtenu d'hébergement via le 115 optent en majorité pour aller passer la nuit au Chapsa de Nanterre. Or, pour se rendre au centre, elles doivent aller à Porte de la Villette d'où partent les bus de la Bapsa qui assurent le trajet jusqu'à Nanterre. Et ensuite, le lendemain matin, beaucoup d'entre elles choisissent de revenir très tôt sur Paris — en général pour commencer à appeler le 115 à 7 heures — et ne bénéficient en conséquence pas de la navette de retour qui part beaucoup plus tard.

Ayant un lien direct avec le déplacement, la question des bagages a été posée : toutes les femmes n'ayant pas d'hébergement stable ont déploré l'absence de bagagerie en nombre suffisant — elles sont 8 sur 10 à ne pas en bénéficier — ce qui les oblige à toujours transporter leurs affaires avec elles, où qu'elles aillent. Cela les amène également à jeter, au fur et à mesure, beaucoup de leurs effets, n'ayant pas d'autre solution pour pouvoir garder une mobilité minimale.

#### 2.3.5.2 *Se nourrir*

La question du déplacement a également des répercussions sur le fait de se nourrir car les restaurants solidaires sont éloignés et s'y rendre à pied n'est pas toujours évident, quand on est fatiguée ou en mauvaise santé. De plus, un peu plus d'un tiers seulement des femmes enquêtées possèdent une carte-repas au moment de l'enquête : ces cartes, qui donnent accès à un restaurant solidaire précis (St Eloi ou Santerre) sont données pour une durée d'un mois, car leur nombre insuffisant oblige en quelque sorte à « les faire tourner » pour que tout le monde puisse en profiter. Nous leur avons donc demandé si et où elles prenaient les trois repas principaux d'une journée.

---

<sup>28</sup> Suppression votée le 21 janvier 2016 par la région Île-de-France.

**Tableau 44. Nombre de repas pris au cours d'une journée**

	N	%
1	7	10%
2	36	50%
3	28	40%
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>100%</b>

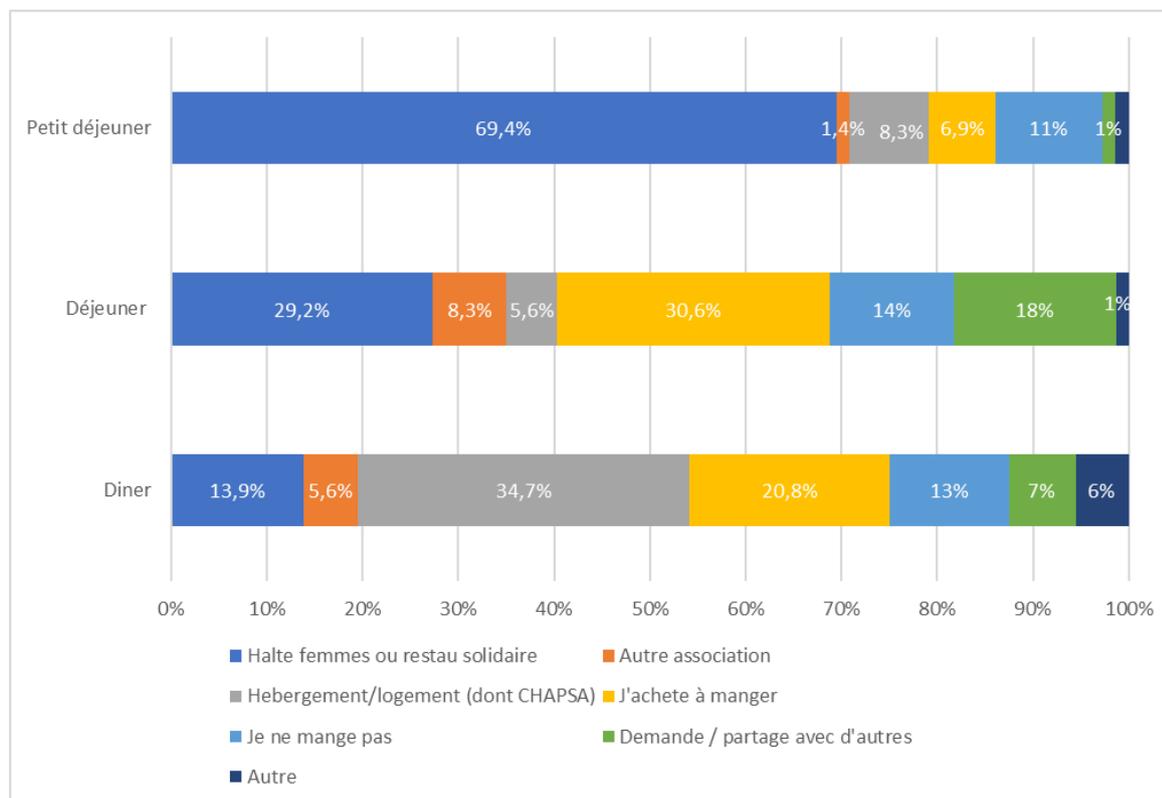
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes interrogées, 1 donnée manquante

Ce tableau est une somme par femme du nombre de repas quotidiens cités.

Elles sont une sur 10 à ne prendre qu'un repas dans la journée et moins de la moitié peuvent en prendre trois. On comprend de fait l'importance que peut revêtir ce petit-déjeuner proposé chaque jour par l'ESI. Il y a parfois, en fonction des dons des artisans et commerçants partenaires, des denrées alimentaires offertes, distribuées par l'équipe aux présentes. Mais cela n'empêche pas que se nourrir correctement et suffisamment soit parfois compliqué, même dans une ville comme Paris.

**Graphique 22. Lieux de prise des repas quotidiens**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

Pour appuyer ce fait, 47 femmes sur 63 répondantes ont déclaré connaître la sensation de faim<sup>29</sup> (75%) et 29 de ces femmes (une sur 4) ont déjà passé au moins une journée sans manger<sup>30</sup> - dont 25 lors de la semaine écoulée avant l'enquête.

<sup>29</sup> « Vous arrive-t-il d'avoir faim et de ne pas pouvoir manger ? »

<sup>30</sup> Vous arrive-t-il de ne pas manger du tout de la journée ?

**Tableau 45. Nombre de journées passées sans manger lors de la semaine précédant l'enquête**

	N	%
1	11	44%
2	7	28%
3	4	16%
4	1	4%
5	2	8%
<b>TOTAL</b>	25	100%

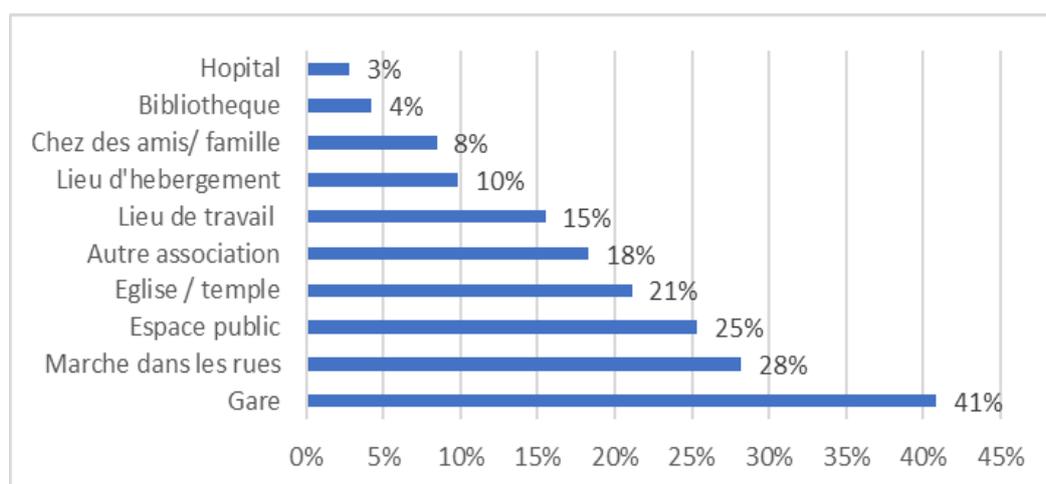
Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : femmes ayant passé au moins une journée sans manger, 0 donnée manquante

Sur ces 25 femmes, une proportion non négligeable a même passé plusieurs jours sans manger. Ce constat sera à rapprocher du temps passé en France et en errance, car la méconnaissance des dispositifs d'aide alimentaire peut également expliquer une partie de ces résultats.

### 2.3.5.3 Lieux fréquentés et réseau de sociabilité

Nous avons ensuite posé quelques questions sur l'existence d'un réseau de solidarité pour ces femmes, en dehors de la Halte Femmes. Nous avons vu dans une partie précédente que près de deux tiers des répondantes n'allaient pas dans d'autres structures ou n'en connaissaient pas d'autres<sup>31</sup>.

**Graphique 23. Lieux fréquentés en dehors de la Halte Femmes**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante ; plusieurs réponses possibles

Lorsqu'elles ne sont pas à la Halte Femmes, on peut voir que la gare est un lieu refuge, y compris en journée. La proximité géographique Halte Femmes/Gare de Lyon fait que beaucoup de femmes s'y rendent lorsque la structure ferme le midi, et le soir après 20 heures. Certaines ont aussi parlé de la Gare du Nord, certainement en raison de sa proximité avec deux hôpitaux dans lesquels elles passent des nuits (Bichat et Lariboisière). Près de la moitié des réponses font état de temps passé dans les rues (marche et espace public). La référence à la marche est importante, car elle rejoint la problématique centrale pour beaucoup de femmes à la rue : être invisibles, pour se protéger. Être en mouvement permet de se fondre dans la foule et de n'attirer l'attention ni des vigiles et/ou de la police, ni des personnes aux intentions malveillantes. Les lieux de prière sont aussi des endroits de repli, parfois y compris pour y dormir.

<sup>31</sup> Cf tableau 28, partie « La centralité de l'ESI dans le dispositif dédié aux femmes seules »

Nous avons également demandé aux femmes si elles fréquentaient des personnes en dehors de la Halte Femmes, quel que soit leur « statut » : ami.es, connaissances, compatriotes, coreligionnaires, etc. Les deux tiers (67%) déclarent ne fréquenter personne en dehors des femmes côtoyées à la Halte.

**Tableau 46. Lieux de sociabilité en dehors de la Halte Femmes**

	N	%
LIEU DE TRAVAIL	1	4%
CHEZ DES AMIS/ FAMILLE	9	39%
GARE	1	4%
HOPITAL	2	9%
ESPACE PUBLIC	6	26%
EGLISE / TEMPLE	3	13%
AUTRE*	2	9%
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : femmes ayant déclaré fréquenté des amis ou autre, 0 donnée manquante

Parmi les 24 femmes qui déclarent fréquenter des personnes en dehors de la Halte femmes, près de 4 sur 10 font référence à des rencontres ayant lieu au domicile des personnes, citées comme étant de la famille ou des amis. Le reste des rencontres a lieu dans les mêmes lieux que ceux qu'elles déclarent fréquenter en dehors de la Halte (cf. figure 23).

Dans le registre amoureux, près de 9 femmes sur 10 nous ont déclaré ne pas avoir de relation amoureuse en cours au moment de l'enquête. Pour celles ayant répondu que leur situation actuelle avait un impact sur leur vie intime (29/44 ayant répondu à la question « Pensez-vous que votre situation actuelle a un impact ? »), beaucoup nous ont rapporté avoir « *trop de problèmes pour penser à ça* », mais aussi que « *les gens vous évitent quand ils connaissent votre situation* »<sup>32</sup>.

#### 2.3.5.4 Hygiène

Lieu de repos, la Halte Femmes est également un lieu central en ce qui concerne l'hygiène au quotidien de ces femmes. Si près d'une sur 3 déclare se laver sur son lieu d'hébergement, seule une sur 10 dit utiliser les bains douches ou les sanisettes, et un tiers déclare ne pas se laver ailleurs qu'à la Halte. De même, 65% d'entre elles déclarent laver leurs vêtements à la Halte Femmes.

#### 2.3.5.5 Se soigner

Nous avons abordé la question de la santé et de la couverture sociale.

**Tableau 47. Couverture sociale, selon le temps de présence en France**

	MOINS DE 2 MOIS		3 MOIS À 5 MOIS		6 MOIS À 2 ANS		2 ANS ET PLUS		TOTAL	
A UNE COUVERTURE	0	0%	3	10%	12	40%	15	50%	30	100%
DEMANDE EN COURS	7	30%	8	35%	4	17%	4	17%	23	100%
AUCUNE COUVERTURE	10	71%	3	21%	1	7%	0	0%	14	100%
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>25%</b>	<b>14</b>	<b>21%</b>	<b>17</b>	<b>25%</b>	<b>19</b>	<b>28%</b>	<b>67</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 1 donnée manquante

Sur l'ensemble des femmes interrogées, 2 sur 10 n'ont pas de couverture déclarée, et près d'un tiers ont une demande en cours. Pour celles ayant une couverture, un peu moins d'une sur trois bénéficie

<sup>32</sup> Lors des discussions informelles avec les répondantes, au cours de la passation du questionnaire.

de l'AME, les autres étant affiliées au régime général. Le fait d'avoir une couverture sociale est fortement corrélé au temps de présence, puisque plus aucune femme présente en France depuis plus de deux ans n'est sans couverture sociale.

Nous avons posé également des questions sur les maladies chroniques et l'accès aux soins. Il s'agit des maladies dont les personnes souffrent depuis au moins 6 mois et qui nécessitent un traitement.

**Tableau 48. Déclaration d'une maladie chronique nécessitant un traitement**

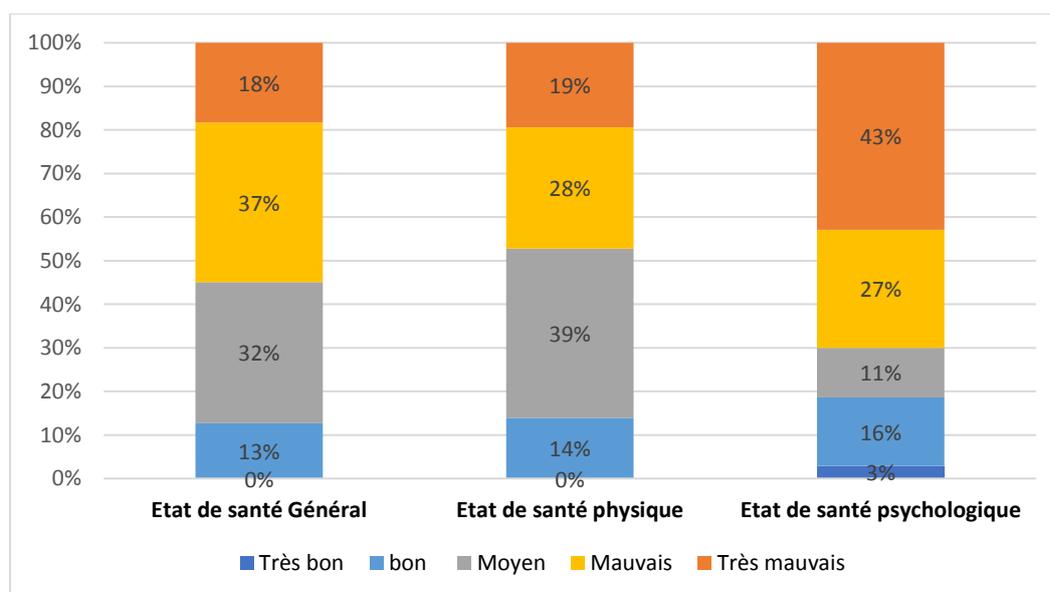
	N	%
<b>OUI</b>	25	37%
<b>NON</b>	38	57%
<b>NVPR</b>	2	3%
<b>NSP</b>	2	3%
<b>TOTAL</b>	67	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 5 données manquantes

Beaucoup des femmes ayant migré ont découvert en France qu'elles souffraient de diabète ou d'anémie, lors d'un passage à la Pass d'un hôpital, suite à un rendez-vous et des examens avec le médecin présent à l'ESI un après-midi par semaine, ou lors d'un passage à Romain Rolland, où il est possible, lorsqu'on a passé la nuit, de prendre rendez-vous avec le médecin. Parallèlement, 4 femmes sur 10 ont déclaré avoir un traitement médical en cours, mais relativement peu — un peu moins d'un quart — font état de difficultés dans l'accès aux soins. La présence de la consultation médicale au sein de l'ESI a certainement pour effet positif d'orienter efficacement les femmes vers les services et acteurs compétents dans la prise en charge de celles qui ne peuvent prétendre à la prise en charge classique.

En plus de ces données objectives, nous avons posé trois questions standardisées sur l'état de santé perçu des femmes : général, physique et psychologique.

**Graphique 24. État de santé perçu : général, physique et moral/psychologique**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Ces questions ont été posées séparément et consécutivement, dans l'ordre présenté dans le graphique. Plus de la moitié des femmes interrogées considèrent que leur état de santé général est

mauvais ou très mauvais. Si cette proportion est un peu plus faible quand on aborde la question de la santé physique perçue, elle passe à 70% lorsque les femmes sont interrogées sur leur état de santé psychologique. Plus de quatre répondantes sur dix ont d'ailleurs répondu « très mauvais ». De fait, beaucoup des femmes rencontrées ont des histoires de vie difficiles, qui se conjuguent à une grande précarité présente : l'absence de logement, l'exil, le dénuement malmènent durement les vies. Par ailleurs peu ont fait état d'un suivi psychologique, en dehors du travail effectué avec la psychologue présente quasi quotidiennement à l'ESI<sup>33</sup>.

### 2.3.5.6 Les ressources

La question des ressources a été posée aux femmes, pour tenter de comprendre comment dans leur situation, on pouvait gagner un peu d'argent ou pas, et combien.

**Tableau 49. Ressources déclarées au moment de l'enquête**

A DES RESSOURCES	N	%
<b>NON</b>	38	53%
<b>OUI</b>	34	47%
<b>TOTAL</b>	72	100%

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 donnée manquante

Un peu moins de la moitié des femmes interrogées déclarent avoir des ressources.

**Tableau 50. Montant et provenance des ressources mensuelles**

MONTANT DES RESSOURCES	N	%	PROVENANCE DES RESSOURCES	
<b>JUSQU'À 50 €</b>	10	29%	<b>ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES</b>	24 70%
<b>51 À 150 €</b>	7	21%	<b>DONS D'ARGENT</b>	8 21%
<b>151 À 300 €</b>	6	18%	<b>AIDES DE L'ÉTAT</b>	7 21%
<b>PLUS DE 300 €</b>	11	32%	<b>TOTAL</b>	39 100%
<b>TOTAL</b>	34	100%		

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant déclaré des ressources, 0 donnée manquante

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : femmes ayant déclaré des ressources, 0 donnée manquante. Réponses multiples possibles : le total est donc supérieur au nombre de femmes ayant déclaré des ressources.

Celles qui déclarent des ressources disent percevoir entre 15 et 800€ par mois, pour une somme médiane de 175€ par mois. Ces ressources proviennent dans 7 cas sur 10 d'activités rémunérées, non déclarées. Quelques-unes touchent des aides de l'État : 2 touchent le Revenu de solidarité active (RSA), une touche l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), 4 perçoivent l'allocation pour demandeur d'asile et 7 déclarent des dons d'argent (7). La question des ressources est liée pour beaucoup au statut administratif : seules 3 femmes peuvent travailler avec leur titre de séjour. Les demandeuses d'asile, bien que dans une situation régulière pendant l'examen de leur demande, n'ont pas le droit de travailler, même si le récépissé est établi pour une durée de 9 mois.

<sup>33</sup> Nous n'avons pas de données quantitatives sur le nombre de femmes ayant recours/ou recours à la psychologue.

**Tableau 51. Déclaration de ressources, selon le statut administratif**

A DES RESSOURCES	OUI		NON		TOTAL	
DEMANDE D'ASILE   RÉCÉPISSÉ	16	67%	8	33%	24	100%
AUTRE TITRE DE SÉJOUR	2	40%	3	60%	5	100%
PAS DE TITRE DE SÉJOUR	19	50%	20	51%	39	100%
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>55%</b>	<b>31</b>	<b>46%</b>	<b>68</b>	<b>100%</b>

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore  
Population observée : ensemble des femmes ayant migré, 0 donnée manquante

Ces dernières sont censées toucher l'ADA (Allocation pour demandeur d'asile), mais peu d'entre elles semblent effectivement le faire, ce qui reste un point à vérifier : soit la question a été mal posée, soit le problème se situe dans les délais d'obtention de l'aide. Il est possible que certaines aient été déboutées une première fois : en cours de réexamen, elles ont pu se voir refuser le versement de l'ADA. De même, ce versement peut être refusé par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) si l'aide a été sollicitée trop tardivement, sans motif légitime<sup>34</sup>.

La majorité des femmes déclarant une activité rémunérée a donc recours aux activités informelles pour essayer de gagner un peu d'argent, en priorité pour payer le Pass Navigo. Les activités les plus citées sont les ménages, la coiffure (« faire des tresses »), la garde d'enfants, le travail dans des restaurants. Cette dernière activité est souvent peu rémunératrice (le rapport entre le nombre d'heures travaillées et la rémunération perçue est particulièrement faible, d'après ce qu'ont pu nous rapporter les femmes concernées), mais permet parfois de manger et ne pas dormir dehors : certaines ont expliqué dormir par terre ou sur un petit matelas dans le restaurant où elles travaillent, une fois le service terminé. Une femme, dans un des entretiens, a mentionné le fait qu'elle dormait dans les bureaux dans lesquels elle faisait le ménage, le gardien de nuit pensant qu'elle travaillait la nuit. En termes de fréquence, la moitié (12/24) ont déclaré travailler en fonction des petits boulots trouvés çà et là. Quelques-unes (8/24) ont déclaré travailler plus de 10 heures par semaine. L'effectif de celles ayant déclaré un travail rémunéré étant trop faible, il est difficile d'exploiter statistiquement les réponses aux questions concernant le paiement de ce qui leur est dû : les trois quarts disent être payées par l'employeur et un tout petit groupe (5 femmes) a déclaré avoir déjà eu dans le passé des employeurs qui ne les avaient pas payées.

#### Extrait d'entretien

[...]

**Q. Et vous travaillez... là c'est le même travail depuis longtemps ?**

R. Oui. C'est le même travail. Donc j'ai aussi là j'ai des problèmes, hier j'avais...il faut que je voie le médecin aujourd'hui comme mon médecin traitant au mois d'août il n'est pas là. J'ai le problème à l'épaule ça c'est la deuxième fois, on m'avait dit la première fois mon médecin m'a dit faut pas que je porte des trucs lourds, j'ai dit « comment je vais faire, faut que je travaille », tu travailles tu portes des trucs lourds, tu es là, aujourd'hui tu es ici demain tu es là tu te trimballes avec ton...ton ton sac machin machin. J'ai mal à l'épaule.

**Q. Et vous travaillez où, c'est dans Paris, c'est en banlieue ?**

R. Dans Paris

**Q. Paris ?**

R. Oui [silence] tu ramasses les sacs poubelle, tu nettoies [silence] après avoir fini de faire le ménage tu prends ton sac, et aussi y'a mes affaires aussi y'en a, je les laisse des fois, au travail, des fois j'ai des

<sup>34</sup> <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Asile/Les-droits-des-demandeurs-d-asile/L-allocation-pour-demandeur-d-asile-ADA>

gens qui ont accepté que je laisse mes affaires chez eux, des fois tu vas te changer des habits, des fois faut porter... j'ai mal, je sais pas si... je vois [vais voir ?] un kiné donc euhhh c'est la galère. Le 115 c'est bien mais c'est la galère aussi. Si seulement. Ils logeaient les gens. Ce serait bien. Y'a des fois [silence] moi si j'ai, j'ai fait la dépression c'est par rapport euh à ce que j'ai vécu en France. Des fois, une fois euh j'ai même appelé la France « dépression ». Un jour j'ai [inintelligible sur plusieurs mots] puis j'ai failli me suicider [silence] donc je me suis dit « mais qu'est-ce que c'est cette vie de merde » [silence] wouah j'ai oublié une fois si quand j'ai appelé la France « dépression » on m'a dit d'aller chez euh y'a une association... c'est quel arrondissement j'ai oublié, le métro Pasteur, c'est quelle ligne, j'ai oublié, suis allée la première fois, deuxième fois, troisième fois, j'ai dit, je suis là, je sais pas c'est comme si je vais péter un câble...

[...]

**Q. Et là vous travaillez combien d'heures par jour ?**

R. C'est une heure.

**Q. Ah oui c'est pas beaucoup**

R. C'est une heure du lundi au jeudi, c'est une heure le vendredi et on me compte deux heures

**Q. Et vous gagnez combien ?**

R. 200 euros

**Q. Par mois ?**

R. Des fois 200, des fois 180

**Q. Par mois ?**

R. Oui

**Q. Ça fait pas beaucoup**

R. Oui. C'est la galère. Ouais. Donc euh même si même si j'ai...je suis fatiguée, y'a mes amis qui me conseillent « pourquoi tu prends pas un arrêt maladie ? » comment je vais prendre un arrêt maladie si c'est même pas mes papiers, si je prends un arrêt maladie ils vont pas te payer comment je vais faire pour euh...

[...]

**Q. et c'est qui la personne qui vous donne ses papiers c'est une connaissance ?**

R. C'est une connaissance oui

**Q. un ami ou une connaissance ?**

R. Une connaissance. Elle me dit « ooh B. tu ne peux pas dépasser deux heures ». C'est la galère, du coup t'es toujours sur une heure, toujours sur une heure parce que la personne ne veut pas. Elle est même gentille de te laisser, de te prêter ses papiers. Parce que d'autres personnes ne veulent pas risquer, donc euh...

**Q. Et c'est la même personne à qui vous empruntez ses papiers depuis longtemps ?**

R. Non. Je sais pas si je dois appeler ça la malchance ou bien la chance, à chaque fois que les gens me donnent les papiers c'est pour te dire « tu vois c'est que une heure ou deux heures ». Y'a des fois aussi, c'est aussi risquant. Ce qui est un peu bien si tu travailles vraiment des noirs, t'as du noir, c'est donnant donnant, mais quand tu travailles avec des papiers des gens c'est là que c'est vraiment la galère, des fois tu gagnes 180 euros quand tu donnes le chèque, déjà le chèque ne passe pas par toi, il passe directement à son adresse, toi tu essayes d'avoir accès à 180 euros, on te donne 150 euros 200 euros...

**Q. Elle en garde un peu pour elle ?**

R. Elle garde un peu pour elle. Elle te dit « bon, euh, tu vois euh, je vais te donner, je vais dépasser le plafond, je suis à découvert ». Bon. Je vais te donner après. Après là ça va faire 5 mois. La première personne que j'ai travaillé avec ses papiers [silence] pour me donner les sous [silence] elle m'a donné 20 euros, 10 euros

**Q. Ah ouais d'accord...**

R. Jusqu'à ce que... ça fait deux ans. Je me dis « Ah oui, après tu vas donner », tu te dis « mais non ça c'est quoi ça ? » Bon j'ai changé à une autre personne. Avec les papiers de la dame tu dis « bon [in] quelques fiches de paye » je dis à l'employé « tu me donnes moi je vais donner à la personne ». Après je commence à donner à une autre personne, les chèques [in] « moi je fais un peu le chèque qui n'est pas à mon nom, je fais entrer dans mon compte, et je t'enlève 40 euros ». Je préfère qu'on m'enlève 40 euros, que je donne le pa... le chèque, au nom de la personne, qui te donne aujourd'hui 20 euros, 10 euros jusqu'à ce que 2 ans il te donne plus rien. Donc c'est aussi...

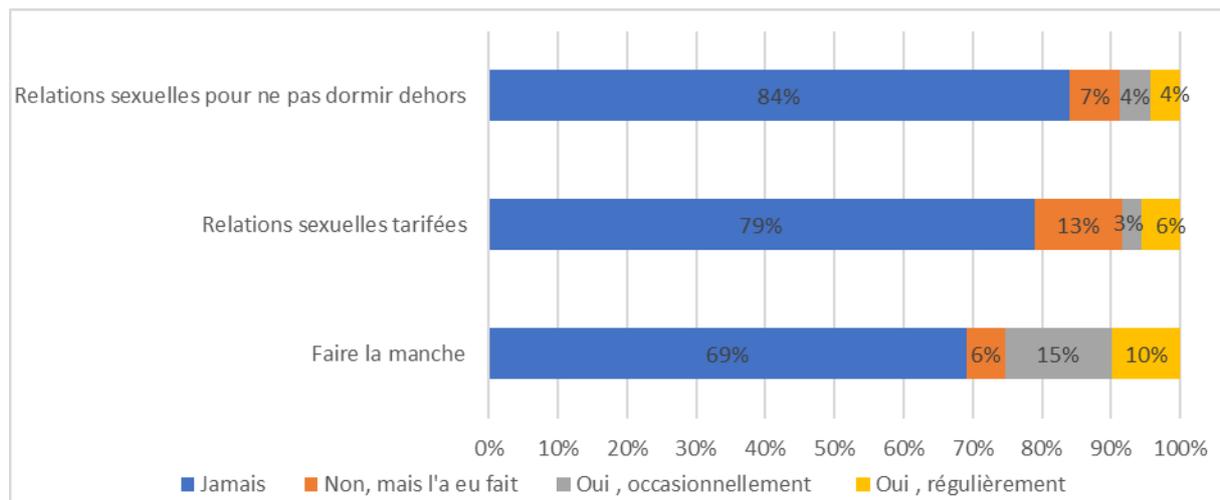
**Q. C'est une belle galère ça**

R. C'est une belle galère. C'est une belle galère. Encore.

(B., 38 ans)

Nous avons également posé des questions sur le recours à la manche et aux relations sexuelles tarifées comme moyen de gagner de l'argent. S'agissant d'un sujet sensible, nous avons pris soin de ne pas prononcer le mot prostitution et de formuler la question de la façon la plus neutre possible. De même, les questions ne portaient pas uniquement sur le présent, mais aussi sur le passé (le questionnaire était ainsi agencé comme suit : « Actuellement, vous arrive-t-il d'avoir des relations sexuelles tarifées pour gagner un peu d'argent ? », puis « Si ce n'est pas le cas actuellement, cela vous est-il arrivé par le passé, en France ? »).

**Graphique 25. Origine des ressources informelles**



Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Un quart des femmes déclarent faire la manche régulièrement (une sur 10) ou occasionnellement, un tiers des répondantes déclarant avoir pratiqué ou pratiquer la manche pour obtenir un peu d'argent. Le fait d'avoir eu recours à des relations sexuelles tarifées comme le fait d'avoir accepté des relations sexuelles pour ne pas dormir dehors<sup>35</sup> sont des pratiques un peu moins souvent citées que le fait de faire la manche. Plus d'une femme sur 5 déclare y avoir eu recours pour gagner un peu d'argent. Ces pratiques sont déclarées comme relevant non plus du présent mais du passé, ainsi que comme plutôt occasionnelles, jamais régulières. Elles sont en outre assez souvent euphémisées dans les récits, voire occultées : dans plusieurs cas, des femmes ont répondu par la négative à la question mais ont fait (avant ou après que la question a été posée) état de pratiques qui s'y apparentent. Alors, l'évocation passe par un registre langagier éloigné de celui que nous utilisons généralement pour parler de prostitution. De fait, et comme l'a théorisé Paola Tabet dans ses travaux, nous étions plus dans le

<sup>35</sup> « Actuellement, vous arrive-t-il d'accepter d'avoir des relations intimes pour ne pas dormir dehors/vous mettre à l'abri ? » / « Si ce n'est pas le cas actuellement, cela vous est-il arrivé par le passé, en France ? ».

registre des échanges économique-sexuels<sup>36</sup>, bien que dans certains cas la limite avec des violences sexuelles subies ait été assez floue, et notre questionnaire trop succinct sur le sujet pour pouvoir approfondir la thématique. Cependant, comme nous allons le voir dans la dernière partie, la violence — ou plutôt les violences — sont constitutives de l'expérience de vie de ces femmes.

---

<sup>36</sup> Terme utilisé par l'anthropologue Paola Tabet et théorisé dans l'article de 1987 « Du don au tarif. Les relations sexuelles impliquant une compensation » in *Les Temps Modernes*, vol. 42, N° 490, p.1-52.

### 2.3.6 Expérience des violences de genre

Le dernier module de questions a été pensé pour tenter d'évaluer la prévalence des violences dans la vie de ces femmes. Il s'agit de différents types de violences de genre<sup>37</sup>, que nous avons volontairement placés en dernier, bien conscientes que les réponses à ces questions pouvaient être difficiles émotionnellement. Notre préoccupation était de savoir que faire dans le cas de réponses affirmatives, c'est-à-dire quelles suites donner éventuellement, pour ne pas laisser les femmes ayant déclaré des violences sans appui psychologique, une fois le questionnaire terminé. Nous avons longuement discuté avec la psychologue, et l'idée a donc été d'orienter les femmes vers cette dernière si elles en ressentaient le besoin, tout en préservant la confidentialité. La passation de cette partie a été la plus difficile, de par ce que nous y avons entendu, parfois à demi-mot, parfois dans les détails.

Pour chaque type de violence, les questions étaient posées trois fois : « avez-vous vécu cet évènement dans votre pays d'origine, pendant le trajet de migration et une fois arrivée en France ? ». Les réponses pouvant être OUI/NON/NE VEUT PAS REPENDRE. Le tableau suivant compile les évènements vécus pour chaque type de violence, c'est-à-dire permet de savoir si la femme a vécu au moins une fois un évènement donné, soit dans son pays d'origine, soit au cours de sa migration, soit en France.

Au total 370 évènements de violences ont été déclarés, concernant plus de 9 femmes sur 10.

**Tableau 52. Prévalence d'évènements violents vécus**

A SUBI L'ÉVÈNEMENT SUIVANT AU MOINS UNE FOIS	NB DE FEMMES	% DE FEMMES	NB D'ÉVÈNEMENTS
A ÉTÉ VOLÉE, DÉPOSSÉDÉE DE SES BIENS	42	58%	47
A ÉTÉ PRIVÉE DE SES PAPIERS	21	29%	21
A ÉTÉ INSULTÉE	57	79%	78
A ÉTÉ PRIVÉE DE SA LIBERTÉ, SÉQUESTRÉE	40	56%	43
A ÉTÉ MENACÉE VERBALEMENT	52	72%	68
A ÉTÉ FORCÉE À TRAVAILLER	18	25%	20
A ÉTÉ AGRÉSSÉE PHYSIQUEMENT, TORTURÉE	42	58%	53
A ÉTÉ AGRÉSSÉE SEXUELLEMENT, VIOLÉE	32	44%	40
<b>TOTAL (FEMMES AYANT DÉCLARÉ AU MOINS UN ÉVÈNEMENT VIOLENT)</b>	66	92%	370*
<b>TOTAL DES FEMMES INTERROGÉES</b>	72	100%	

\* il s'agit de la somme des évènements violents déclarés, une femme pouvant en déclarer plusieurs.

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

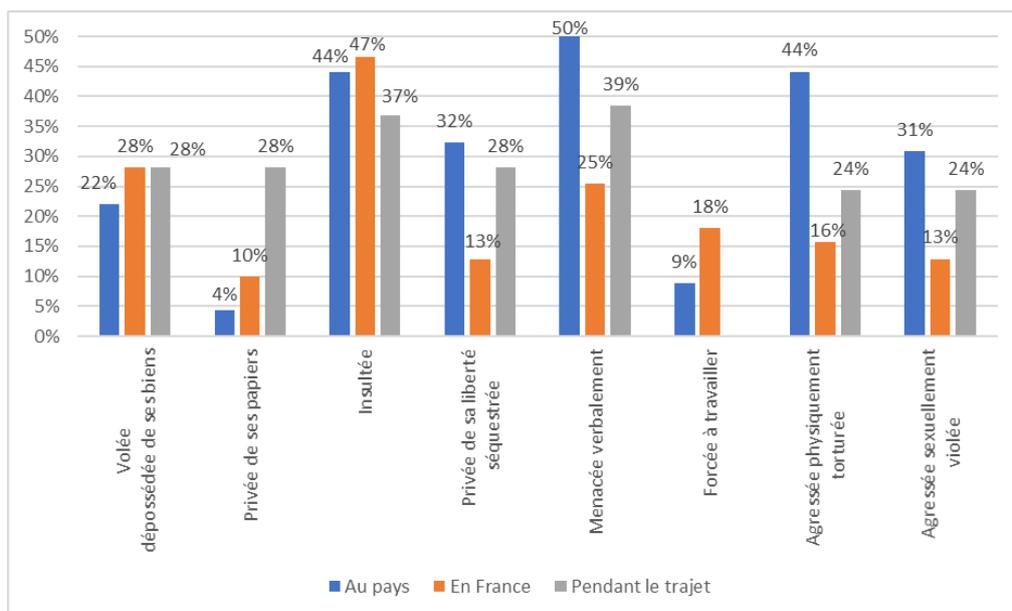
Population observée : ensemble des femmes interrogées, 0 données manquantes

Lecture : 42 femmes déclarent avoir été volées ou dépossédées de leurs biens au moins une fois. Ce type d'évènement concerne ainsi 58% des femmes rencontrées. Certaines ayant pu le vivre plusieurs fois, l'évènement se répète 47 fois pour 42 personnes concernées.

<sup>37</sup> Définition proposée par Ilaria Simonetti dans *Encyclopédie critique du genre* (coord. Juliette Rennes, 2016, La découverte) : « l'expression « violence de genre » désigne l'ensemble des violences, qu'elles soient verbales, physiques ou psychologiques, interpersonnelles ou institutionnelles, commises par les hommes en tant qu'hommes contre les femmes en tant que femmes, exercées tant dans les sphères publiques que privées ».

**Graphique 26.**

**Prévalence d'événements violents vécus, selon le lieu de survenue**



Pendant le trajet : Femmes ayant migré et traversé au moins un pays différent du pays d'origine

Source : enquête ESI « Halte Femmes » 2016, Observatoire du Samusocial de Paris/Aurore

Le tableau et le graphique font apparaître l'omniprésence d'une forme ou une autre de violence, à toutes les étapes du parcours migratoire, ainsi que la forte prévalence des agressions physiques et sexuelles, notamment dans le pays d'origine et sur le trajet de migration. En effet, de par les récits entendus (et congruents avec ceux connus via les médias), nous savons que les femmes passées par le Niger et la Libye ont de forts risques d'être victimes de vols, séquestrations, viols et autres sévices. Beaucoup de femmes ayant fui le pays pour des raisons politiques ont raconté des scènes de violences policières ou militaires dont elles ont été victimes et/ou témoins, des fuites pendant lesquelles les passeurs abusaient d'elles. C'est notamment le cas des femmes originaires de certains pays d'Afrique de l'Est. D'autres ont aussi fait état de prostitution forcée, une fois qu'elles étaient arrivées en Europe (Grèce, Turquie et Italie notamment).

Plus d'un tiers d'entre elles n'avaient jamais parlé de ces événements à personne avant l'enquête, et la moitié environ ont émis le souhait d'en parler lorsque la question leur était posée.

C'est « au pays » que la prévalence des violences que l'on peut considérer comme les plus graves (être privée de sa liberté / être agressée physiquement / être violée) est la plus importante : près d'un tiers des femmes migrantes interrogées déclarent avoir été privées de leur liberté ou séquestrées dans leur pays d'origine, plus de 4 sur dix y avoir été agressées physiquement ou torturées, et plus de 3 sur dix agressées sexuellement ou violées.

Pour une grande partie des femmes rencontrées, l'expérience de ces violences fait intrinsèquement partie des déterminants au départ : qu'elles soient exercées par un État, qu'elles soient le fruit d'une situation politique (conflit armé interne ou international, guerre civile) ou qu'elles résultent d'une oppression exercée par un conjoint et/ou par la famille (violences conjugales, mariage forcé, mutilations génitales, etc.), elles poussent les femmes vers l'exil. Les violences intrafamiliales, qui concernent spécifiquement les femmes, sont peu prises en compte par les instances de détermination du statut de réfugié, souvent au motif – plus ou moins explicite – qu'il s'agit d'actes relevant de la

sphère privée<sup>38</sup>. Celles qui demandent l’asile parce qu’elles subissent ou craignent de subir des violences domestiques obtiennent rarement une protection sur le fondement du droit d’asile, même si l’Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) a créé en 2013 un groupe de référents sur ce sujet et que « la prise en compte renforcée par l’Ofpra des vulnérabilités liées au fondement des demandes d’asile, en particulier celles liées aux violences faites aux femmes, est inscrite dans le Code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile (Ceseda) depuis l’entrée en vigueur de la loi du 29 juillet 2015 sur la réforme de l’asile »<sup>39</sup>. Selon le Gisti (Groupe d’information et de soutien des immigrés) « les femmes victimes de violences conjugales » ou « ayant fui des violences conjugales » ne constituent pas actuellement aux yeux de l’Ofpra un groupe social en tant que tel. Pour des actes considérés comme un « traitement inhumain et dégradant », ces demandes, lorsqu’elles font l’objet d’une reconnaissance par l’Office, se voient octroyer une Protection Subsidiaire. Il en est de même concernant la violence familiale, encore peu reconnue par l’Office. »<sup>40</sup>

De même, toutes les violences vécues sur le trajet de la migration, et qui ont été documentées et dénoncées par plusieurs ONG<sup>41</sup> et le HCR (Haut-Commissariat aux Réfugiés, instance de l’Onu), ne sont pas prises en compte lors de l’entretien à l’Ofpra : les séquestrations, l’esclavagisme et les violences sexuelles (viols, prostitution forcée) – qui nous ont été rapportés par la majorité des femmes étant passées par les voies terrestres (Maroc, Niger, Libye) — disparaissent ainsi des radars institutionnels mais restent durablement ancrées dans les têtes et dans les chairs.

### 3 Conclusion et perspectives

Le présent travail, comme nous l’avons expliqué en préambule, a une dimension exploratoire dont la finalité est avant tout d’ouvrir des sujets de réflexion et d’esquisser des pistes d’actions concrètes. L’ESI Halte Femmes est, on le rappelle, le seul accueil de jour entièrement dédié aux femmes isolées, et cette enquête auprès des femmes qui le fréquentent a prouvé, s’il en était besoin, sa centralité pour ce public et sa prise en charge. Les niveaux de fréquentation atteints par le lieu plaident en faveur de l’ouverture d’un autre accueil dédié, fonctionnant selon des modalités voisines. D’autres besoins sont ressortis des questionnaires et des entretiens, au-delà des questions d’hébergement : des bagageries, des lieux de repas adaptés aux spécificités du public, des lieux d’hygiène, tout ce qui peut permettre de pouvoir s’occuper de soi et de sa situation dans des conditions moins précaires. Nous avons noté également que les niveaux de connaissance des procédures et des lieux d’aide aux démarches n’étaient pas toujours suffisants, et surtout que beaucoup se trouvaient confrontées aux rouages administratifs sans comprendre le fonctionnement ou même l’importance de certaines étapes. Le récit de vie et l’entretien à l’Ofpra pour les demandeuses d’asile en sont une illustration. Une meilleure information juridique et administrative pourrait être un axe d’amélioration certain. Cette amélioration ne pourra intervenir que si les moyens mis à disposition des associations pour effectuer ce travail sont renforcés.

---

<sup>38</sup> Lucie Brocard, Haoua Lamine, et Morgane Gueguen, « Droit d’asile ou victimisation ? », *Plein droit* 75, n° 4 (2007): 11-14,.

<sup>39</sup> Site internet de l’Ofpra, <https://ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/actualites/mobilisation-de-l-ofpra-contre-les-2> (consulté le 6 mars 2018)

<sup>40</sup> (voir page 23 du document) [https://www.gisti.org/IMG/pdf/manuel\\_persecution\\_genre\\_oct2017.pdf](https://www.gisti.org/IMG/pdf/manuel_persecution_genre_oct2017.pdf)

<sup>41</sup> Dont Amnesty International, Médecins sans frontières, Médecins du monde, entre autres.

## Table des graphiques et tableaux

Tableau 1.	Public isolé ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence.....	6
Graphique 1.	Part des demandes 115 et SIAO Urgence.....	7
Tableau 2.	115 et SIAO Urgence : évolution du public isolé hébergé et des places disponibles.....	8
Tableau 3.	Demandes et réponses faites au public isolé.....	8
Graphique 2.	Évolution des réponses apportées, public isolé.....	9
Graphique 3.	Nombre moyen de nuitées attribuées, public isolé.....	10
Graphique 4.	Durée des hébergements attribués au public isolé.....	11
Tableau 4.	Âge moyen du public isolé ayant fait au moins une demande.....	12
Tableau 5.	Âge médian et interquartiles du public isolé ayant fait au moins une demande.....	12
Tableau 6.	Répartition du public isolé ayant fait au moins une demande, par tranches d'âge.....	13
Tableau 7.	Origine géographique déclarée lors de l'appel au 115/SIAO Urgence.....	13
Tableau 8.	Âge des femmes isolées par nationalité.....	14
Tableau 9.	Situation administrative déclarée, par public.....	15
Tableau 10.	Couverture sociale déclarée, par public.....	15
Tableau 11.	Type de ressources déclarées, par type de public.....	16
Graphique 5.	Ancienneté dans le dispositif parmi les femmes isolées ayant fait au moins une demande au 115/SIAO Urgence.....	17
Graphique 6.	Origine géographique des femmes accueillies par l'ESI Halte Femmes.....	19
Graphique 7.	Pyramide des âges des femmes interrogées au moment de l'enquête.....	23
Tableau 12.	Répartition selon les grandes classes d'âge.....	24
Tableau 13.	Pays de naissance.....	24
Tableau 14.	Région géographique de naissance.....	25
Tableau 15.	Nombre d'enfants déclarés.....	25
Graphique 8.	Niveau du dernier diplôme obtenu.....	26
Graphique 9.	Difficultés pour comprendre, parler, lire et écrire le français.....	26
Tableau 16.	Age au moment du départ du pays d'origine des femmes interrogées non françaises	27
Tableau 17.	Raison principale de départ du pays d'origine.....	27
Tableau 18.	Raison principale du départ selon la région d'origine.....	28
Graphique 10.	Raison principale du départ du pays d'origine et âge de départ.....	28
Tableau 19.	Durée de la migration.....	29
Graphique 11.	Durée de la migration depuis le départ du pays d'origine.....	30
Tableau 20.	Nombre de pays traversés au cours de la migration.....	30
Graphique 12.	Trajectoire migratoire du pays d'origine à la France dans le cas des trajets directs	31

Graphique 13.	Trajectoire migratoire du pays d'origine à la France dans le cas des trajets indirects	32
Tableau 21.	Temps de présence en France au moment de l'enquête.....	33
Graphique 14.	Temps de présence en France au moment de l'enquête.....	33
Graphique 15.	Statut administratif au moment de l'enquête, selon la région d'origine.....	34
Tableau 22.	Dernier hébergement/logement avant le premier épisode de rue .....	35
Tableau 23.	Raison principale du départ du dernier hébergement/logement.....	37
Tableau 24.	Temps de présence dans le dernier hébergement/logement .....	37
Graphique 16.	Contreparties demandées pour hébergement/logement .....	38
Tableau 25.	Lieux de mise à l'abri différents cités spontanément .....	39
Graphique 17.	Principaux lieux de mise à l'abri cités.....	39
Tableau 26.	Temps d'errance résidentielle au moment de l'enquête.....	41
Tableau 27.	Temps d'errance résidentielle, selon le temps de présence en France .....	41
Tableau 28.	Durée de la période d'errance avant le recours au 115.....	42
Graphique 18.	Durée de la période d'errance avant le recours au 115, en mois .....	42
Tableau 29.	Mode de découverte du 115 .....	42
Graphique 19.	Temps écoulé entre le 1er appel au 115 et le moment de l'enquête.....	43
Tableau 30.	Fréquence du recours au 115.....	43
Tableau 31.	Ancienneté du premier recours au 115.....	44
Tableau 32.	Ancienneté du recours au 115, selon si déjà hébergée ou non par le 115 .....	44
Tableau 33.	Mode de découverte de l'ESI .....	45
Tableau 34.	Délai entre la rupture d'hébergement et le 1 <sup>er</sup> passage à l'ESI.....	45
Tableau 35.	Durée de fréquentation de la Halte Femmes.....	46
Tableau 36.	Fréquence du passage à l'ESI.....	46
Tableau 37.	Connaissance et fréquentation d'autres structures d'accueil de jour .....	47
Tableau 38.	Connaissance des maraudes : la personne a-t-elle déjà été rencontrée ? .....	47
Tableau 39.	La nuit a-t-elle été passée en hébergement ?.....	48
Tableau 40.	Type d'hébergement si nuit passée en hébergement.....	48
Tableau 41.	Déclarent avoir dormi – 4 nuitées précédant l'enquête .....	48
Tableau 42.	Qualité du repos selon le type d'hébergement obtenu ou non.....	49
Tableau 43.	Nombre de nuits où la personne a été hébergée et où elle a dormi .....	49
Graphique 20.	Types de problèmes rencontrés dans les bus du Chapsa.....	50
Graphique 21.	Types de problèmes rencontrés dans les hébergements (Chapsa / 115) .....	51
Tableau 44.	Nombre de repas pris au cours d'une journée.....	53
Graphique 22.	Lieux de prise des repas quotidiens .....	53
Tableau 45.	Nombre de journées passées sans manger lors de la semaine précédant l'enquête	54

Graphique 23.	Lieux fréquentés en dehors de la Halte Femmes .....	54
Tableau 46.	Lieux de sociabilité en dehors de la Halte Femmes .....	55
Tableau 47.	Couverture sociale, selon le temps de présence en France .....	55
Tableau 48.	Déclaration d'une maladie chronique nécessitant un traitement .....	56
Graphique 24.	État de santé perçu : général, physique et moral/psychologique .....	56
Tableau 49.	Ressources déclarées au moment de l'enquête .....	57
Tableau 50.	Montant et provenance des ressources mensuelles .....	57
Tableau 51.	Déclaration de ressources, selon le statut administratif.....	58
Graphique 25.	Origine des ressources informelles .....	60
Tableau 52.	Prévalence d'évènements violents vécus.....	62
Graphique 26.	Prévalence d'évènements violents vécus, selon le lieu de survenue .....	63